



NATIONS
UNIES
GABON



P
N
U
D

IMPACT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA COVID-19 AU GABON



Juillet 2020

SOMMAIRE

INTRODUCTION	7
I. APERÇU DE LA PANDEMIE DE LA COVID-19 AU GABON	8
II. POTENTIELS CANAUX DE TRANSMISSION	13
III. PLAN ECONOMIQUE	17
IV. PLAN SOCIAL.....	31
V. REPONSE GOUVERNEMENTALE SUR LE PLAN SOCIO-ECONOMIQUE	41
VI. RECOMMANDATIONS	42
CONCLUSION.....	50

ABREVIATIONS

I		
BCG	Bacille Calmette et Guéri	
BEAC	Banque Centrale des États de l'Afrique Centrale	
BDEAC	Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale	
CAFI	Central African Forest Initiative	
CDC	Caisse de Dépôts et Consignation	
CIRMF	Centre Internationale de recherches médicales	
CNSS	Caisse National de Sécurité Sociale	
COFIL	Comité de pilotage du plan de veille et de riposte contre la pandémie à coronavirus	
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement	
COVID-19	Coronavirus	
EIR	Equipes d'intervention rapide	
EPI	Equipements de protection individuelle	
FMI	Fonds Monétaire International	
IDH	Indicateur de Développement Humain	
IELE	Institut d'Epidémiologie de Lutte contre les Endémies	
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique	
MANAGE	Modèle d'Equilibre Général Calculable Dynamique	
MERS	Syndrome Respiratoire du Moyen-Orient	
OIT	Organisation Internationale du Travail	
ODD	Objectifs de Développement Durable	
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole	
PEC	Prise en charge	
PSGE	Plan Stratégique Gabon Emergent	
RNB	Revenu National Brut	
SAMU	Service d'Aide Médicale urgente	
SMUR	Service Mobile d'Urgence et de Réanimation	
SARS	Syndrome Respiratoire Aigu Sévère	
SUMRA	Service Mobile d'Urgence et de Réanimation des Armées	
UN DESA	Unités Nations Department of Economic and Social Affairs	
UNECA	United Nations Economic Commission for Africa.	
USI	Unités de Soins Intensifs	
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine	

RESUME

1 La pandémie de la COVID-19 a frappé le Gabon au moment où le pays avait réussi à restaurer en fin 2019 son cadre macro-économique.

A partir 2010, le Gabon a amorcé un processus de diversification économique via le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE) dont la mise en œuvre a été ralentie par la chute du prix du pétrole de 50% en 2014. Les efforts consentis entre 2017 et 2019 ont permis à l'économie de rebondir ; après une croissance presque nulle en 2017 et 2018, elle a atteint 3,4% en 2019. Ces progrès risquent d'être remis en cause par le coronavirus (COVID-19) si des mesures fortes ne sont pas prises pour accompagner la sortie de cette pandémie.

Depuis l'apparition du premier cas de contamination en mars 2020, 4.033 cas ont été rapportés par le Comité de Pilotage du Plan National au Coronavirus (COPIL) au 12 juin 2020 avec 27 décès et 1.334 guéris. Les modes de contamination sont à dominante familiale. L'épicentre de la crise sanitaire se situe à Libreville qui compte 70% des cas et à Franceville (10% des cas). Avec 61% des cas, les hommes sont plus affectés ainsi que la population âgée de 30 à 39 ans. Pour faire face à cette pandémie un plan national de riposte a été approuvé par le Gouvernement.

2. Les impacts économiques et sociales pourraient être importantes du fait de la baisse du prix et de la production de pétrole liée à la COVID-19, mais aussi des mesures de confinement prises pour limiter la propagation du virus. L'ampleur de ces impacts va dépendre de la durée de la crise sanitaire et des mesures de confinement.

La transmission de la crise sanitaire aux sphères économiques et sociales du Gabon passe principalement par le commerce extérieur, en particulier le marché de pétrole découlant de la récession dans la plupart des pays de l'OCDE et de la Chine. La crise sanitaire a bouleversé ce marché avec une baisse spectaculaire de la demande qui pèse sur le prix du pétrole dont le niveau est au plus bas depuis 17 ans. Cette situation a poussé les pays de l'OPEP+ à réduire la production de 9,7 millions de barils-jour. Dans le cadre de cet accord, le Gabon s'est engagé à baisser sa production de 23%. La transmission de la crise passe aussi les mesures de confinement prises par le gouvernement pour limiter la propagation du virus. Ce confinement oblige beaucoup d'entreprises à ne pas tourner à pleine capacité ou à cesser les activités avec à la clé une baisse de l'offre et de la productivité du travail. Pour mesurer l'impact socio-économique de la COVID-19 dans ses dimensions macro-économiques, sectorielles et distributives à l'horizon 2025, des simulations ont été réalisées avec un modèle d'Equilibre Général Calculable Dynamique.

Les résultats de l'analyse montrent que la croissance économique pourrait chuter de -3,4% en 2020 contre une prévision initiale de 3,4% avant l'avènement de la COVID-19. La reprise serait progressive sous forme de « V asymétrique » à condition que la pandémie soit rapidement maîtrisée sans une deuxième vague. Toutefois, cette reprise se situerait en dessous de la trajectoire économique envisagée avant l'avènement de la COVID-19. Cette trajectoire de croissance se reflèterait dans la quasi-totalité des secteurs (mines, forêts, services...), notamment en 2020. Les effets sur les finances publiques seraient significatifs à cause de la baisse des recettes fiscales pétrolières ; le solde budgétaire

global se détériorerait à -4,4% du PIB en moyenne annuelle sur la période 2020-2025, contre -0,6% du PIB dans la situation de référence, détérioration due à la baisse des recettes qui passeraient à 15% du PIB contre 18% du PIB des 2020 (situation de référence). Les comptes extérieurs suivraient la même trajectoire que la baisse des exportations (-5 point de % du PIB) suite au ralentissement du commerce mondial (pétrole, mines).

En plus des effets sur l'emploi dus au gel des dépenses d'exploration et de forages pétroliers, particulièrement à Libreville et à Port Gentil, le confinement (total ou partiel) ralentirait sensiblement les activités des PME et du secteur informel caractérisés par une situation financière parfois difficile et la précarité de l'emploi. Les résultats des simulations montrent une baisse de l'emploi qui toucherait plus particulièrement les travailleurs non qualifiés. Sur le plan sectoriel, les secteurs du commerce de gros et de détail et des services subiraient les pertes d'emplois les plus importantes.

L'analyse s'est aussi penchée sur les conséquences sociales de la COVID-19 dont les effets sur les revenus ont été analysés compte tenu des restrictions de travail qui pourrait toucher chaque travailleur quel que soit son statut social. Si les travailleurs du secteur public et des grandes entreprises du secteur privé disposent d'une garantie plus solide en matière de protection de l'emploi et du maintien du salaire, ce n'est pas souvent le cas pour les travailleurs des PME ou du secteur informel, notamment ceux touchés par les mesures de confinement (commerce, transport, restauration, hôtellerie...). Il en serait de même des petits agriculteurs des zones rurales qui verraient se rétrécir leurs débouchés dans les zones urbaines. Ainsi, les ménages pauvres, souvent en situation de chômage ou d'auto-emploi et les travailleurs non qualifiés, subiraient relativement les plus grandes pertes de revenu. Ce contexte défavorable pourrait contribuer à augmenter la pauvreté dont le niveau augmenterait de 3,6 points de % en 2020. Les résultats de ces simulations sont en phase avec les tendances pour le mois de juin 2020 de l'enquête sur les conditions des ménages face à la COVID-19 qui viennent d'être publiées.

L'impact de la COVID-19 sur le développement humain du Gabon a été étudié en mettant en exergue, au-delà de la perte de revenus, les conséquences de la fermeture des structures scolaires en l'absence d'options alternatives de fournitures de services éducatifs. En effet, l'enseignement à distance au Gabon fait face à d'énormes contraintes de faisabilité (manque de plates-formes d'apprentissage, de connectivité, d'ordinateurs, de tablettes...). A cela s'ajoute le manque de formation des enseignants et de matériels didactiques numériques. Cette situation est problématique car les leçons apprises du Pakistan, à la suite du tremblement de terre de 2005, montrent que les pertes d'apprentissage à moyen/long termes sont de loin supérieures aux pertes d'apprentissage à court terme du fait de la fermeture temporaire des écoles ; les enfants ayant raté 3 mois de scolarisation ont perdu l'équivalent d'une année et demi de scolarisation au bout de 4 ans après le tremblement de terre.

Sur cette base, l'analyse du choc de l'impact de la COVID-19 sur le développement humain a pris en compte l'impact de la crise sanitaire sur le revenu national brut par habitant auquel sont adjoints deux variantes sur le secteur éducatif : (i) perte totale de l'année scolaire 2019-2020 ; (ii) rattrapage des 3 mois de fermeture entre juillet et octobre 2020 et jonction directe avec l'année scolaire 2020-2021. Dans la première variante, le niveau de développement humain serait de 0,675 en 2020, soit une perte de 3,5% par rapport à 2019 ou de 3,6% par rapport au scénario de référence de 2020, ramenant le Gabon à la situation de l'année 2012, compte tenu des effets à long terme pouvant découler des leçons apprises du Pakistan. Dans la deuxième variante, le niveau de développement humain serait de 0,695

en 2020, soit une perte de 0,7% par rapport à 2019 ou de 0,8% par rapport au scénario de référence de 2020 ; ce qui pourrait ramener le Gabon à la situation de l'année 2016.

3. Pour atténuer les impacts socio-économiques négatifs de la COVID-19, le gouvernement a engagé des mesures en faveur des ménages et des entreprises.

Sur le plan social, les mesures sont destinées aux ménages économiquement faibles ; elles portent sur la prise en charge des factures d'électricité et d'eau, la gratuité des transports terrestres dans les compagnies publiques, le soutien au paiement des loyers, l'aide alimentaire et une allocation de chômage (50 à 70% du salaire brut) pour les travailleurs. Sur le plan économique, les mesures portent sur des allègements d'impôt, un financement d'urgence de 225 milliards de Francs CFA pour les besoins de trésorerie des entreprises, un moratoire d'échéancier de dettes envers les banques pour les entreprises en cessation d'activité. Pour ne pas détériorer davantage le déficit des finances publiques, le coût global de ces mesures est financé par une réduction équivalente des dépenses d'investissement public.

Il ressort de l'analyse que ces mesures de réponses permettraient d'atténuer les effets négatifs sur le bien-être des ménages en ramenant la baisse de la consommation de -9.3% (Scénario COVID-19 sans mesures d'atténuation) à -5.2% (Scénario COVID-19 avec mesures d'atténuation). L'appui aux entreprises ramènerait le recul de la croissance de -3,4% (Scénario COVID-19 sans mesures d'atténuation) à -3,2% en 2020 (Scénario COVID-19 avec mesures d'atténuation), soit un gain de 0,2 point. Il convient de relever que l'impact sur la croissance serait amoindri par son mode de financement, à savoir la baisse des investissements.

4. Le COVID-19 est un amplificateur des contraintes structurelles qui prévalaient avant son avènement.

La pandémie de la COVID-19 a mis en relief, voire amplifié, les contraintes structurelles qui existaient avant son avènement, y compris la fragilité de la gestion macroéconomique et le manque d'efficacité des investissements publics qui sont, par ailleurs, toujours utilisés comme variable d'ajustement. Il en est de même des dysfonctionnements dans les allocations des ressources (publiques et privées), ce qui ne permet pas l'économie gabonaise de réaliser tous ses avantages comparatifs afin de se diversifier et de monter en gamme, seule issue pour renforcer la résilience aux chocs exogènes. A cet effet, le cas particulier de la sécurité alimentaire est mis en relief du fait des menaces posées par le confinement sur l'approvisionnement en biens de consommation importés en grande partie. L'impact économique de la COVID-19 montrent l'urgence à engager les nécessaires changements structurels pour diversifier la croissance, la rendre plus résiliente et disposer d'un financement soutenable du développement.

La COVID-19 a aussi amplifié les vulnérabilités et les inégalités, notamment en matière d'éducation et de santé. Dans le cas spécifique de la santé, la demande aiguë liée à la riposte à la COVID-19 fait peser un risque important sur les prestations de services essentiels destinées à prévenir et à traiter les maladies les plus courantes au Gabon. C'est aussi le cas de l'éducation dont l'arrêt actuel montre que le pays n'était pas préparé pour assurer la continuité des services d'apprentissage avec des modes alternatifs (cas de l'enseignement à distance par exemple). Ces différents manquements nécessitent

une réflexion d'ensemble pour reconstruire de manière durable les services sociaux de base en commençant par celui de la santé.

5. Dans ce contexte, les recommandations insistent sur la nécessité de lever ces contraintes structurelles pour renforcer la résilience de l'économie gabonaise et disposer des ressources internes nécessaires au renforcement du capital humain et de la gouvernance.

Après avoir rappelé la situation du Gabon vis-à-vis des Agendas 2063 de l'Union Afrique et 2030 du Développement Durable ainsi que les priorités du Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies, quelques recommandations sont esquissées autour des axes ci-après :

- Une reconstruction plus solide et durable du capital humain (réorganisation du système de santé publique, plan financé et régulièrement testé de préparation et de gestion des crises sanitaires, plan décennal d'accès universel à l'eau, plan décennal de réforme et de digitalisation de l'éducation) ;
- Une résilience économique avec l'accélération de la transition de l'économie « brune » vers l'économie « verte » (agriculture durable, agro-foresterie, exploitation des produits non ligneux, éco-tourisme et économie des aires protégées, énergie durable) ;
- Un système de gouvernance plus performant (rénovation du contrat social avec une protection sociale qui autonomise les bénéficiaires, modernisation de l'administration : planification stratégique et mise en œuvre des réformes et des investissements, transparence et utilisation judicieuse des ressources, qualité et accessibilité des services publics, e-gouvernance...).

Aller dans cette direction requiert un mécanisme de financement public et privé soutenable :

- L'équilibre des comptes publics étant un impératif, il faudrait donc remettre à plat les dépenses publiques et réorienter les dépenses en fonction des priorités du capital humain et de l'économie verte. Il faudrait aussi mieux mobiliser les ressources internes.
- L'attraction de l'investissement privé serait centrale pour réussir cette démarche. Cela passerait par un dialogue public-privé soutenu par des partenariats féconds, un environnement des affaires de qualité et des infrastructures de soutien à l'économie verte.
- D'autres sources de financement seraient aussi à envisager :
 - Valorisation des services éco-systémiques que la forêt gabonaise fournit dans la lutte contre les changements climatiques, dans l'esprit de l'accord du CAFI.
 - Meilleure utilisation du recyclage du surplus dégagé des ressources minières.
 - Exploitation de la finance climatique (financement privé d'impact, obligations vertes et bleues, marché carbone, financements structurés pour des projets verts...).
 - Recyclage dans l'agriculture durable d'une partie de 5% du PIB dépensée chaque année pour importer des biens alimentaires.

Le projet conjoint « Cadre National Intégré de Financement de l'économie verte » serait d'une grande utilité dans cette perspective.

Introduction

A partir de 2010, le Gabon a amorcé un processus de diversification économique via le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE). Ainsi, le poids du secteur pétrolier est passé de près de 40% du PIB en 2005 à 17% en 2019. La mise en œuvre du PSGE a été toutefois ralentie par la chute du prix du pétrole de plus de 50% en 2014, avec des conséquences sur le plan macro-économique et les conditions de vie des populations. Des efforts ont été consentis au cours des cinq dernières années pour restaurer le cadre macro-économique et relancer la croissance, efforts que la pandémie du coronavirus (COVID-19) pourrait remettre en cause. Au-delà des effets directs sur la santé des populations, cette pandémie occasionne des bouleversements sans précédent sur les marchés mondiaux de matière première, en particulier le pétrole qui représente 66% des exportations du Gabon. Les mesures de confinement prises pour limiter la propagation du virus ont aussi eu à contracter la demande interne via la baisse des revenus des ménages et des investissements privés.

La présente analyse complète et met à jour celle réalisée au mois de mai 2020 qui avait permis d'avoir quelques ordres de grandeur de l'impact macro-économique de la COVID-19 en de 2020. Elle va au-delà de la situation macro-économique à court terme en présentant les perspectives sectorielles, à moyen terme et sur le développement humain.

Cette analyse repose en grande partie sur des simulations issues du modèle d'Equilibre Général Calculable Dynamique (MANAGE) ; cet outil a permis de mieux apprécier la diffusion de la baisse des prix du pétrole sur le tissu économique, mais aussi les dysfonctionnements engendrés par les mesures de confinement sur l'utilisation des capacités de production, le marché du travail, la productivité, les emplois et les revenus.

L'analyse de ces problématiques n'est pas simple car sa précision est rendue difficile par les incertitudes qui pèsent sur plusieurs paramètres : (i) la durée effective de la crise sanitaire, (ii) l'ampleur de la récession mondiale, (iii) la capacité de réaction de l'économie Gabonaise après la fin de la crise et sa trajectoire éventuelle (en V, V asymétrique, U ou L), (iv) les modalités de calibrage des politiques publiques à court et à moyen terme pour assurer leur efficacité.

Il est aussi impératif d'analyser l'ampleur du choc liés à la COVID-19 et son impact sur la trajectoire de développement du Gabon dans la perspective de l'agenda 2063 de l'Union Africaine et celui de 2030 du développement durable.

La présente évaluation d'impact socio-économique de la COVID-19, qui s'inscrit dans cette démarche, est composée de plusieurs parties. La première dresse la situation épidémiologique, sa dynamique temporelle et spatiale. La deuxième esquisse les potentiels canaux de transmission de la COVID-19 aux secteurs économiques et sociaux. Les troisième et quatrième présentent les répercussions de la pandémie sur les plans économique et social.

Avant la présentation des recommandations et conclusions, la capacité d'atténuation des mesures gouvernementales de réponse est analysée.

I. Aperçu de la pandémie de la COVID-19 au Gabon

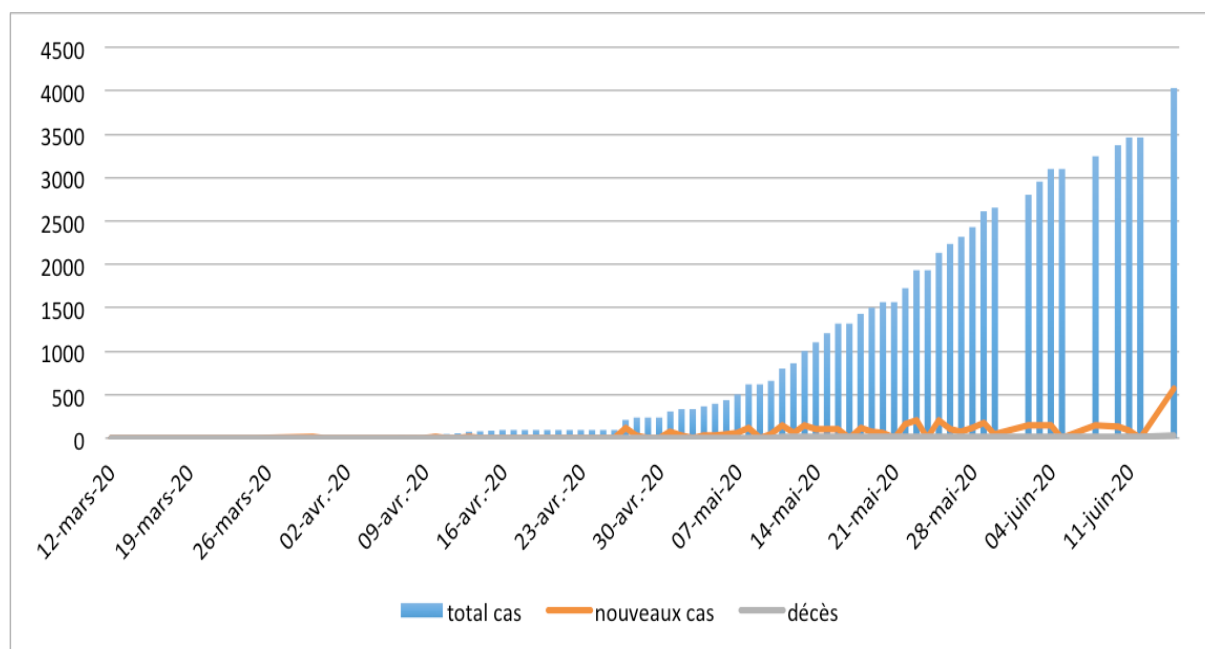
a. Situation épidémiologique

i. Dynamique temporelle et spatiale

A la date du 12 juin 2020, 4.033 cas confirmés ont été rapportés par le Comité de Pilotage du Plan de Veille et de Riposte contre l'épidémie à Coronavirus (COPIL). On note 27 décès et 1.334 guéris. Cependant, certaines analyses sur le plan international montrent que le nombre de cas asymptomatiques (personnes contaminées sans manifester les signes de la maladie) peut être beaucoup plus élevé.

Les données épidémiologiques montrent une évolution croissante du nombre de cas. S'il était en dessous de 10 en mars 2020, on note que la situation journalière est passée de 50 à 100 puis 150 avec des pics à près de 200 cas en mai 2020. Le nombre de décès, 27 au 12 juin 2020, est aussi en nette progression même s'il demeure encore relativement faible.

Evolution de l'épidémie



Source : COPIL

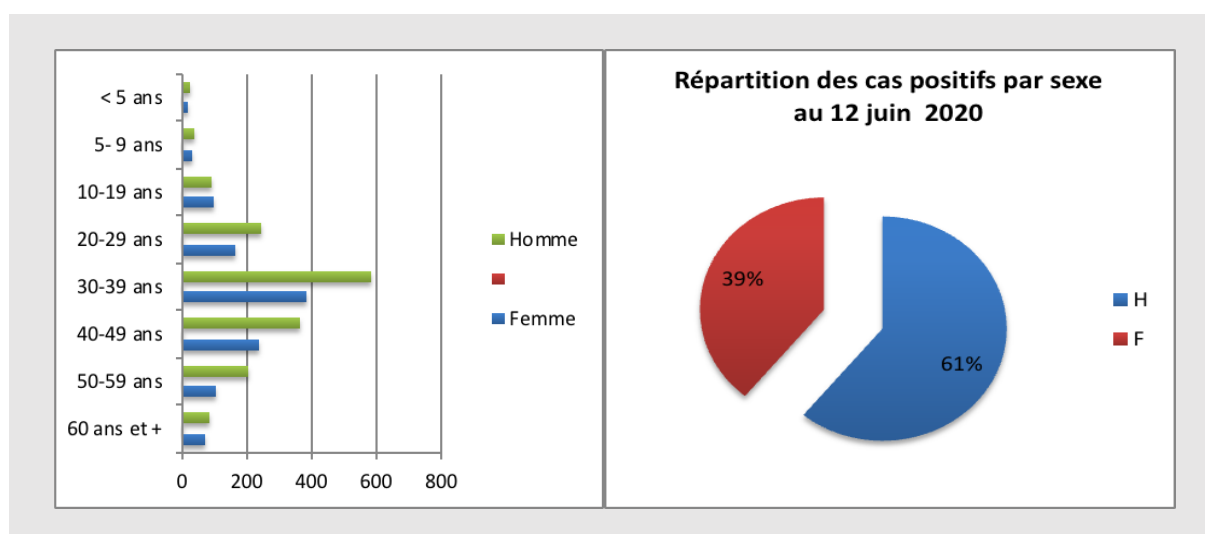
L'analyse de l'évolution des modes de transmission montre que la contamination est à dominante familiale. Plus de 40% des cas de comorbidités sont des malades hypertendus.

des populations les plus vulnérables : personnes âgées, diabétiques, hypertendues, insuffisants rénaux, asthmatiques....

ii. Dynamique démographique (CSP, sexe, âge)

La répartition des cas confirmés est à dominante chez les hommes. Elle est passée de 56% le 12 mai 2010 à 61% au 12 juin 2020. C'est la tranche d'âge 30-39 ans est la plus touchée avec un taux de 35% chez les femmes et 36% chez les hommes.

Répartition des cas contaminés par âge et par sexe



Source : COPIL

b. Réponse gouvernementale relative à la COVID19

Bien que la propagation du virus n'évolue pas à la même vitesse que dans les pays développés, le gouvernement gabonais a pris d'importantes mesures de santé publique pour la contenir. A cet effet, il a élaboré son Plan National de Riposte à la COVID-19 dont le but est de rompre la chaîne de transmission du virus en vue de protéger les populations contre les impacts d'une éventuelle propagation de la maladie. De manière spécifique il s'agit de :

- Assurer la coordination, le suivi et l'évaluation des activités ;
- Renforcer la surveillance épidémiologique pour assurer une détection précoce des cas d'infection liée à la COVID-19 ;
- Intensifier la communication sur les risques d'infection ainsi que la participation des communautés aux mesures de préparation et de riposte y compris l'identification précoce des cas suspects ;
- Assurer l'isolement rapide des cas suspects et la prise en charge des cas confirmés ;
- Renforcer les mesures de prévention et de contrôle dans les structures sanitaires et communautaires (sensibilisation, hygiène et gestes barrières) ;

- Assurer un appui logistique et des conditions de travail optimales aux équipes en charge de la riposte.

La mise en œuvre de ce plan national est coordonnée par un Comité de Pilotage présidé par le Premier Ministre, assisté d'un Comité Technique, composé des médecins de la Santé Publique et de la Santé militaire, et d'un Comité Scientifique. Il comprend aussi le renforcement de la surveillance épidémiologique (surveillance basée sur les événements, renforcement des capacités des acteurs de la santé, revue des procédures opérationnelles), la meilleure gestion des points d'entrée au Gabon (aéroports, ports et points d'entrée terrestres) et la dotation d'équipements de détection rapide (caméras thermiques, thermo-flash, kits de diagnostic, salle d'isolement).

Sur recommandation du Comité Scientifique, un protocole thérapeutique à base de chloroquine a été adopté et les structures sanitaires ont été approvisionnées en médicaments. Quatre millions de masques chirurgicaux ont été achetés dont un million distribué prioritairement aux personnels de santé et aux forces de défense et de sécurité. Des équipements de protection individuelle (EPI) ont été mis à la disposition du personnel de santé et 4.000 thermo-flash, sur les 9.000 disponibles, distribués. Des dispositions sont prises pour renforcer les unités de soins intensifs dans les hôpitaux par la distribution de 100 respirateurs et de 100 appareils d'aide respiratoire, 10 ambulances et un kit d'imagerie mobile par province. Il convient de relever l'important effort réalisé au mois de juin 2020 avec la mise en place, au sein du site « Riposte COVID-19 », d'une capacité additionnelle de 217 lits dont 14 pour la réanimation, d'une radiologie mobile et d'un service de laboratoire.

Ces efforts sont venus pallier la situation limitée au début de l'épidémie pour la prise en charge des cas graves de la COVID-19 avec le nombre limité en de lits de réanimation et d'unités de soins intensifs. On dénombrait environ 200 lits de réanimation avec un équipement d'unité de soins intensifs (respirateurs, système d'oxygène) dont plus de la moitié se trouve à Libreville. Peu de structures hospitalières (seulement 3 dans la capitale) disposaient au début de la pandémie de sites d'isolement opérationnels pour la prise en charge de cas de la COVID-19.

Par ailleurs, une stratégie de dépistage massif a été élaborée avec l'augmentation de la capacité de diagnostic avec l'acquisition d'un nouveau laboratoire de dépistage. Il permet de faire des tests de près 10.000 personnes par jour de manière régulière et gratuite. Ce renforcement s'inscrit dans la nouvelle stratégie de prise en charge des personnes atteintes de la COVID-19. Elle consiste, entre autres, à intensifier la sensibilisation sur les mesures barrières mais surtout, à proposer la prise en charge ambulatoire des cas simples et traiter les cas sévères dans les structures sanitaires dédiées. En outre, une série de mesures de prévention et de confinement a été mis en place pour ralentir la propagation de la maladie et faciliter la distanciation sociale.

En vue d'atténuer l'impact de la crise sanitaire, le gouvernement a créé un fonds logé à la Caisse de Dépôts et Consignation (CDC). Dans le même sens, il prévoit de contrôler les dépenses non prioritaires et de réorienter les économies vers les dépenses liées à la riposte à la COVID-19.

Il s'agit d'efforts louables même si des progrès restent à réaliser pour améliorer la gestion des urgences, y compris la disponibilité de matériels de détection rapide et de salles d'isolement. En effet, seuls les points d'entrée de Libreville et Port Gentil disposent d'équipements de protection individuel (EPI) ; seul l'aéroport de Libreville dispose d'un dispositif de dépistage et d'une unité d'isolement pour les cas suspects. Il en est de même du travail des équipes d'intervention rapide (EIR) chargées d'enquêter, dans les 24 heures, tout cas suspect, de gérer ces cas et leur transfert par les structures dédiées (SAMU, SUMRA et SMUR CNSS) vers les centres d'isolement et de prise en charge au niveau de Libreville.

D'autres lacunes restent encore à combler. Elles portent notamment sur la prévention et la détection avec le manque d'infrastructures et d'équipements dédiés ainsi que la disponibilité de ressources humaines qualifiées. Les moyens de transport adaptés au transport des patients potentiellement contagieux sont encore insuffisants. Il pourrait en découler des taux de mortalité élevés et un risque accru de propagation de la maladie. Le personnel soignant et ceux chargés de l'action humanitaire ne sont pas tous formés sur la prise en charge de cas confirmés de la COVID-19.

En outre, les mesures de prévention et de contrôle de l'infection ne sont pas satisfaisantes. Cela s'explique par les lacunes en matière de protection individuelle et collective contre la COVID-19 et de gestion des déchets biomédicaux. Bien que des équipes pluridisciplinaires (médecins réanimateurs, anesthésistes, pneumologues, paramédicaux, personnel de soutien et psychologues) aient été constituées pour la prise en charge (PEC), elles sont essentiellement concentrées à Libreville et sont insuffisantes dans le reste du pays par manque de spécialistes. En outre, un grand nombre d'agents de ces équipes n'ont pas été formés à la prise en charge des cas de la COVID-19 (seulement 50 médecins et 100 paramédicaux ont été formés récemment).

Sur le plan du diagnostic, le Gabon dispose d'un seul laboratoire de niveau P4 homologué par l'OMS et capable de détecter des agents pathogènes viraux du type de la COVID-19. Ce laboratoire, situé dans la troisième ville du pays, nécessite un lourd dispositif de transport et de transfert. Des nouveaux pôles de diagnostics sont prévus à Libreville au sein du laboratoire national de santé publique, de la faculté de médecine et du CERMEL à Lambaréné. En outre, des interrogations demeurent dans la sécurisation du transport des malades et des tests, la formation aux procédures de prélèvements dans l'arrière-pays et la disponibilité en qualité et en quantité d'agents de laboratoire. Enfin, en matière de logistique, les moyens (roulants, ambulances, protection, produits de santé, prise en charge, outils de diagnostics) demeurent insuffisants et restent caractérisés par l'absence d'un mécanisme d'approvisionnement

d'urgence, la pénurie de certains équipements au niveau des fournisseurs locaux et la capacité limitée de stockage.

Le succès des efforts visant à contenir le virus et à atténuer ses effets dépend des facteurs précités. Dans un contexte d'urgence, au regard de la capacité limitée de certains équipements (cas des unités de soins intensif), il est important de se focaliser, dans un premier temps, sur les mécanismes à mettre en place pour optimiser l'utilisation des ressources disponibles et lutter efficacement contre le virus. Ce qui pose la problématique de la gestion de l'information pour anticiper les mesures à prendre sur la base de paramètres non encore totalement maîtrisés, notamment l'étendue des cas non-détectés liés aux malades asymptomatiques, la durée de la période d'incubation, l'immunité post-rétablissement, la saisonnalité du virus. A cela s'ajoutent d'autres aspects pouvant réduire l'efficacité des mesures de prévention (cas du lavage régulier des mains dans les quartiers affectés par le manque d'eau).

II. Potentiels canaux de transmission

Avec l'apparition de la COVID-19, le monde est confronté à un choc d'une ampleur sans précédent avec des conséquences sur la situation économique et sociale. Le principal canal de transmission de cette pandémie à l'économie gabonaise se situe au niveau du commerce extérieur dominé par les secteurs du pétrole (66% des exportations), des mines et de la forêt. Il convient de ne pas négliger la contraction de la demande interne résultant des mesures de confinement via la baisse des revenus des ménages et des investissements privés.

a. Commerce extérieur, en particulier le marché mondial du pétrole

L'avènement de la COVID-19 a profondément bouleversé le marché mondial de pétrole avec une baisse spectaculaire de la demande dès le mois de février 2020 suite au fort recul de la production industrielle, la mise en pause du secteur des transports, en particulier le transport aérien. Cette baisse a été accentuée par le désaccord de mars 2020 entre la Russie et l'Arabie Saoudite. Le prix du pétrole Brent a ainsi baissé de plus deux tiers depuis janvier 2020 avec un Brent à 22\$ le baril à fin mars avant de remonter vers 26\$ vers la mi-avril contre 147\$ en 2008.

D'après l'Agence Internationale de l'Energie, la demande mondiale de pétrole pourrait chuter de 20% en 2020 avec des conséquences sur le prix du pétrole dont le niveau est au plus bas depuis 17 ans. Cette situation a poussé les pays de l'OPEP+ à conclure un accord sur la réduction de la production de 9,7 millions de barils-jour, soit près de 10% du marché mondial, pour stabiliser le marché et freiner l'effondrement des prix. Dans le cadre de cet accord, le Gabon s'est engagé à baisser sa production de 23%. Toutefois, face à l'important recul de la demande mondiale en pétrole, cette baisse de production pourrait s'avérer insuffisante pour remonter significativement les prix si la crise liée à la COVID-19 perdure.

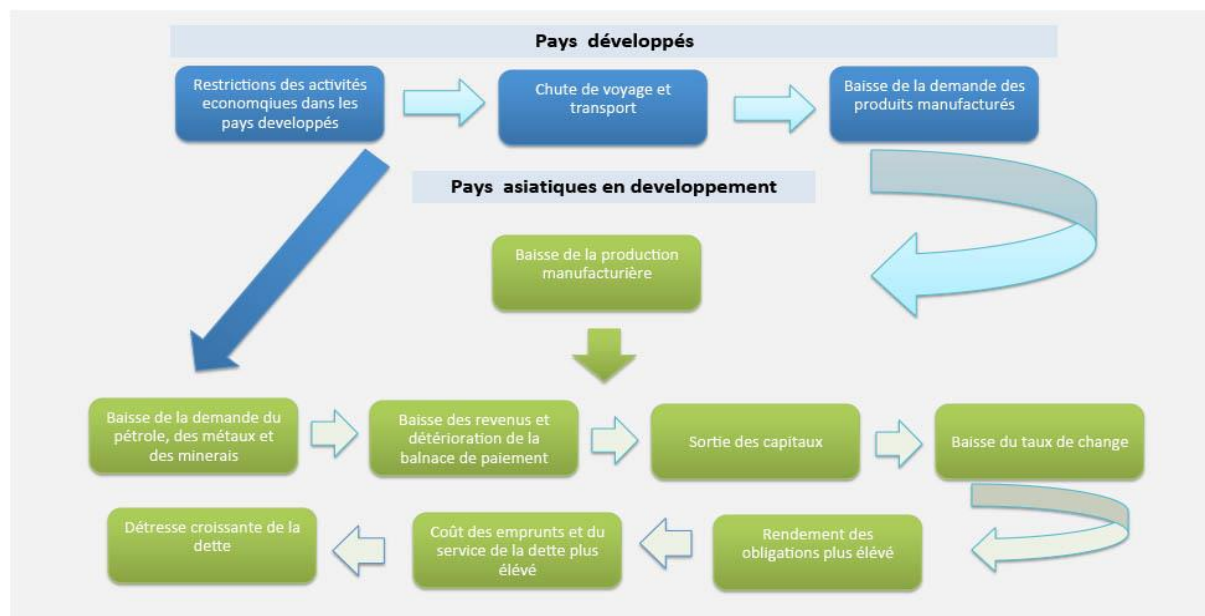
Quota de production des pays africains de l'OPEP

Pays Africains de l'OPEP	Production de référence (en milliers de b/j)	Baisse	Quota production mai 2020	Variation
Algérie	1057	241	816	-23%
Angola	1528	348	1180	-23%
Congo	325	74	251	-23%
Guinée Equatoriale	127	29	98	-23%
Gabon	187	43	144	-23%
Nigéria	1829	417	1412	-23%
Total Afrique OPEP	5053	1152	3901	-23%

Source : Jeune Afrique/Reuters

L'analyse de la transmission de la baisse du prix du pétrole liée à la COVID-19 sur l'économie des pays producteurs de matière première part du principe qu'une forte baisse de l'activité économique dans les pays développés et les pays émergents d'Asie, notamment la Chine le principal moteur de l'économie mondiale, va entraîner une contraction de la demande des matières premières, dont le pétrole (Cf UNDESA : Commodity exports face mounting economic challenges as pandemic spreads).

Canal de transmission de la situation du marché des matières premières



Source : adapté de UN DESA

Cette baisse de la demande va se répercuter sur la production qui, à son tour, aura des effets sur la croissance, les finances publiques, la balance des paiements, la dette et l'emploi. Dans le même sens, les effets de contagion financière de la chute des prix du pétrole vont entraîner l'effondrement des marchés des actions, des obligations et des produits de base autres que le

pétrole, renchérissant ainsi le coût des emprunts avec pour corolaire l'augmentation de la dette et son service.

Cette approche a été adaptée au cas gabonais pour mesurer l'impact de la baisse du prix du pétrole sur le cadre macro-économique du Gabon. En effet, l'économie gabonaise est fortement dépendante de l'évolution du marché mondial de pétrole. Ce qui la rend particulièrement vulnérable à la situation actuelle. En dépit de la volonté des Autorités nationales, via le Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE), de passer d'une économie basée sur l'exploitation des ressources pétrolières à une économie verte, le poids du secteur pétrolier (17% du PIB, 66% des exportations de biens en 2019) demeure encore important. Les finances publiques vont fortement ressentir la crise découlant de la COVID-19 car le budget de 2020 a été préparé sur la base d'un prix du pétrole de 57\$ alors que les cours actuels varient autour de 30\$. Au-delà des problèmes de financement du développement que cette situation engendre, les effets de contagion sur le secteur non pétrolier seront très importants ; c'est le cas des services fortement dépendant de la demande des entreprises pétrolières et du programme des investissements publics.

b. Confinement et utilisation des capacités/facteurs de production

En plus de l'évolution du marché mondial de pétrole, l'économie gabonaise pourrait subir les conséquences des mesures de confinement (total ou partiel) prises pour contenir la propagation du virus. Ce confinement oblige beaucoup d'entreprises à ne pas tourner à pleine capacité ou aller vers la cessation d'activités. Il conduit ainsi à la sous-utilisation des capacités de production avec à la clé la réduction de l'offre de travail et de la productivité du travail. En outre, la réduction de demande de travail pourrait émaner des travailleurs ayant contracté la COVID-19, des restrictions de déplacements et des mesures de quarantaine.

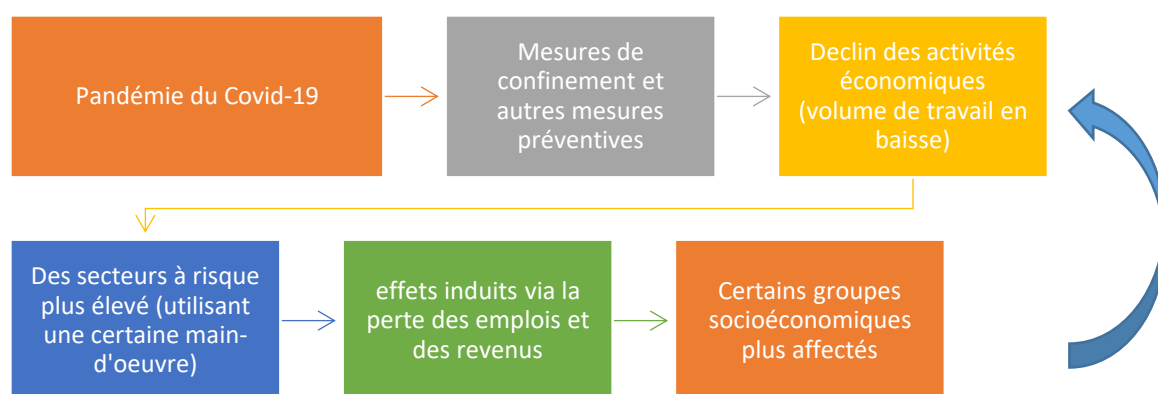
Cette contrainte déstabilise massivement l'activité de nombreux secteurs de services dont la fourniture nécessite des contacts humains, mais aussi de l'industrie. Les secteurs des transports, de l'hôtellerie-restauration, des services aux ménages (récréatifs, loisir, soins...) sont lourdement impactés.

Cette situation serait plus difficile pour le secteur informel dont certains pans sont caractérisés par la précarité des emplois et la fragilité financière de leurs modèles d'affaires face à des chocs ponctuels. Les informations disponibles montraient qu'en 2010, 32% des emplois étaient considérés comme précaires dont une large part exercée dans le secteur informel (57% en 2010 contre 44% en 1985) et une plus grande exposition des femmes (39,1% contre 27,7% pour les hommes). Cette situation a dû se détériorer depuis 2010 car l'emploi dans le secteur informel, en particulier les activités de services (transport, commerce, restauration, couture, réparation mécanique...) ne fait que croître depuis 1985. Or, ce secteur de refuge pour beaucoup de personne en situation de recherche d'emploi est le plus touché par les mesures de confinement total ou partiel. Il en serait de même des petits agriculteurs des zones rurales

qui verront se rétrécir leurs débouchés dans les zones urbaines, en particulier à Libreville.

Les conséquences de cette situation sur l'emploi (chômage technique, perte d'emplois, baisse de productivité) pourraient engendrer des effets de second tour sur l'activité économique du fait du recul de la consommation des ménages qui verraient leurs revenus baisser. Certains éléments de ce mécanisme de transmission sont reflétés dans la démarche préconisée par le Bureau International du Travail (BIT) dont les grandes lignes sont présentées dans la figure n°2.

Effet de la COVID-19 sur les activités économiques et le marché du travail



Source : EMPLAB, Département EMPLOI, OIT-Genève, 2020

Les mesures de confinement prises par le Gouvernement

Après la déclaration le 12 mars 2020 du premier cas positif à la COVID-19, le Gouvernement a pris des mesures pour endiguer la propagation du virus : (i) suspension des visas touristiques en provenance des zones les plus infectées (Union européenne, Chine, Corée du Sud et Etats-Unis) ; (ii) fermeture des établissements scolaires, des bars et boîtes de nuit ; (iii) interdiction de rassemblement de plus de 50 personnes ; (iv) suspension des événements sportifs et culturels nationaux...

Afin de prévenir la progression de la pandémie, un confinement partiel a été décrété le 22 mars 2020 avec notamment un couvre-feu entre 19H30 et 6H du matin. Ces mesures ont été renforcées avec la décision de confinement total du Grand Libreville pendant 15 jours à compter du 12 avril 2020.

Après évaluation de la situation, le Gouvernement a annoncé le 27 avril 2020 le retour au confinement partiel et géographique du Grand Libreville avec toutefois : (i) de nouvelles modalités de circulation dans le Grand Libreville, (ii) une nouvelle stratégie de riposte communautaire, (iii) le port obligatoire des masques dans les espaces publics, (iv) la réouverture progressive des commerces non-alimentaires, (v) le maintien de la fermeture des établissements scolaires et universitaires, des bars, restaurants et hôtels.

IV. Plan économique

a. Situation pré-COVID19

i. Cadre macro-économique

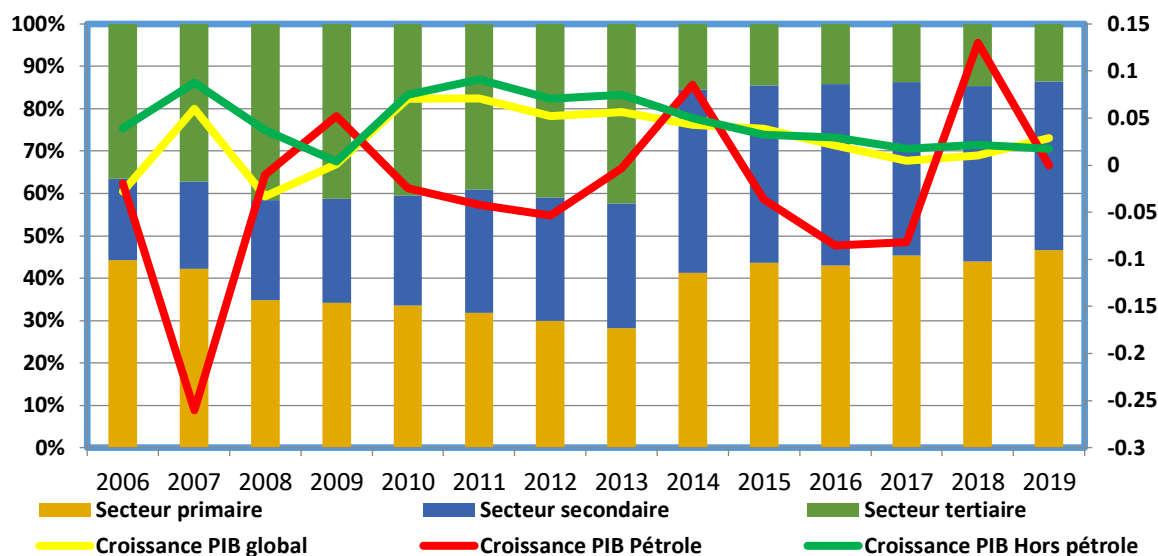
Le Gabon a le revenu moyen d'un pays émergent, mais encore les structures économiques d'un pays pauvre. Il est classé par la Banque Mondiale dans la tranche supérieure des pays à revenu moyen. Après avoir traversé une situation économique différente à partir de 2015 suite au retournement du marché mondial de pétrole, le Gabon avait réussi, en fin 2019, à restaurer son cadre macroéconomique et enregistrer une croissance économique de 3,4%. Si la croissance avait fortement progressé sur la période 2010-2014, avec la mise en chantier du PSGE, pour atteindre un rythme moyen annuel de 6%, elle a été moins vigoureuse entre 2015 et 2018 (1,8% en moyenne annuelle), soit une perte de plus de 4 points suite à l'effondrement des cours du pétrole de 50% en 2014.

La situation du commerce extérieur s'est dégradée à -0,1 % à cause principalement de la détérioration des termes de l'échange (-4%) et de la baisse des exportations pétrolières d'un niveau équivalent à 26% du PIB. En ce qui concerne les finances publiques, les recettes totales ont chuté de 8 points passant de 30% du PIB sur la période 2010-2014 à 16,9% en 2018, suite à la baisse des recettes pétrolières de 17% à 9,2%. Le retour à un solde budgétaire positif (1% en 2019 contre -4,9% en 2017) n'a été rendu possible que par une forte contraction des dépenses publiques, principalement les dépenses d'investissement public (4,2% du PIB en 2019), occasionnant ainsi le ralentissement de la croissance du secteur non-pétrolier qui dépend beaucoup de la commande publique.

ii. Cadre sectoriel et diversification économique

Le Gabon a fait des progrès dans la mise en œuvre du PSGE entre 2010 et 2014 avec l'amorce d'une transformation économique dans les filières du bois, des mines et des produits agricoles. Même si les performances du secteur non pétrolier étaient de bons augures avec une croissance de 7,3% par an entre 2010 et 2014 contre 5,5% entre 2005 et 2008, il convient de relever que, depuis le retournement du marché pétrolier, le rythme de croissance du secteur non pétrolier s'est aussi ralenti en passant à 4,8% en moyenne annuelle entre 2015 et 2018 du fait, en grande partie, de la baisse des investissements publics. Ainsi, en dépit des performances encourageantes du secteur non pétrolier en termes d'élargissement de la base productive, la transformation économique demeure lente et tributaire du recyclage des surplus des revenus pétroliers. Cette situation n'a pas encore permis de diversifier les allocations d'investissement public et privé dans les secteurs où le Gabon dispose d'avantages comparatifs.

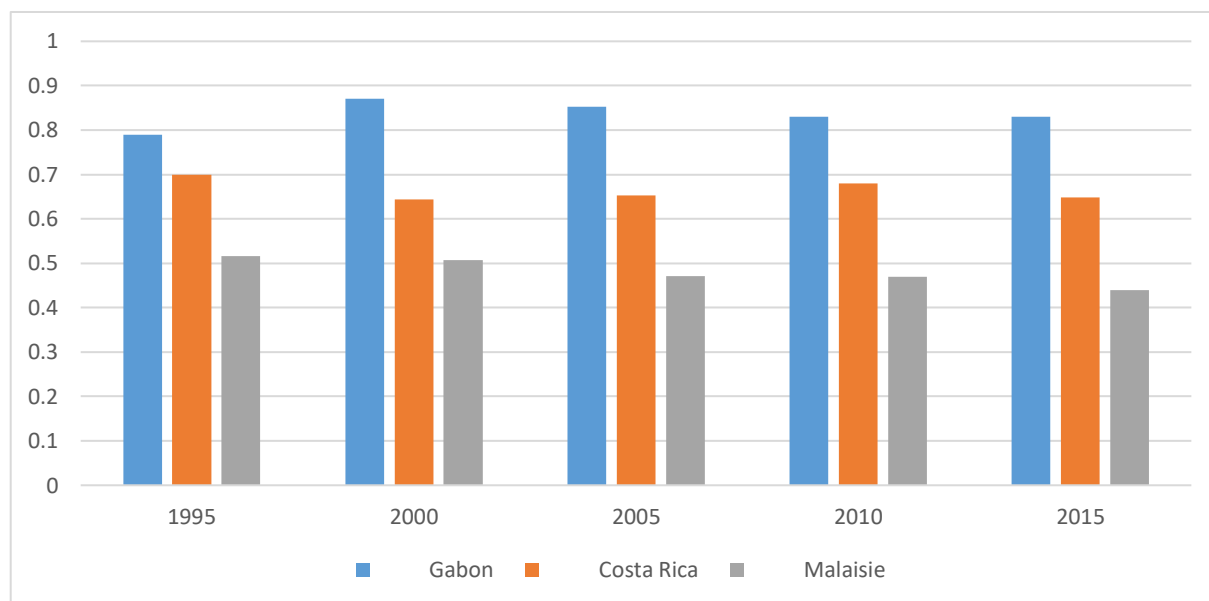
Transformation de l'économie



Source : Direction Générale de l'Economie

L'analyse de l'indice de concentration de l'économie Gabonaise est un autre révélateur de la forte concentration de ses exportations autour des ressources extractives faiblement transformées contrairement au Costa Rica et la Malaisie qui ont diversifié leur production et partenaires commerciaux. Alors que les exportations du Gabon sont encore fortement dominées par les ressources extractives (85% des exportations), le Costa-Rica et la Malaisie ont réussi à transformer leurs économies et à diversifier leurs produits d'exportations.

Indice de concentration (diversification)

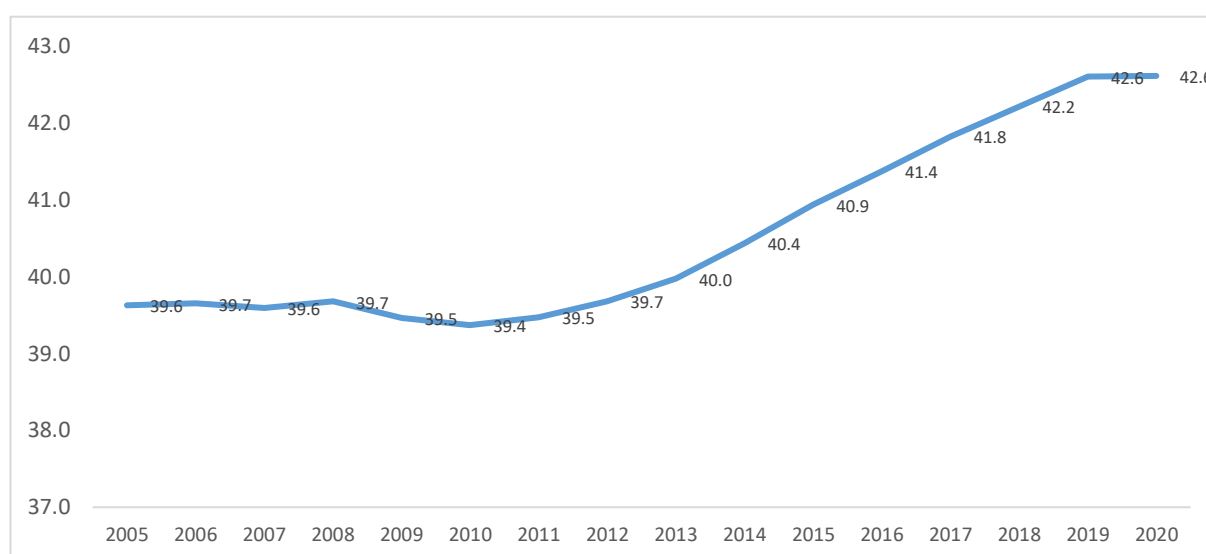


Source : CNUCED

iv. Marché du travail, emplois et revenus

Le Gabon est caractérisé par un faible taux d'emploi estimé à 42,6% en 2019 contre 39% en 2005, soit un niveau relativement peu élevé comparativement à la moyenne des autres pays africains où la présence du secteur informel est beaucoup plus prononcée. Ce niveau est l'un des facteurs explicatifs du taux élevé de chômage (20%) qui touche plus particulièrement les jeunes (35%). Ce chômage est particulièrement visible en milieu urbain qui concentre 75% de la population dont 50% à Libreville. Il convient par ailleurs de relever le fort exode rural qui entraîne la diminution de la main d'œuvre agricole et l'augmentation de la population rurale dépendante (moins de 15 ans et plus de 65 ans).

Evolution du taux d'emploi



Source : ILOSTAT 2020

En outre, la part des salaires dans le PIB demeure encore élevée (27% en 2017 contre 33% en 2004), ce qui reflète le poids important des travailleurs salariés dans les emplois et le taux relativement plus faible des emplois vulnérables au Gabon (30%) comparé au reste des pays de l'Afrique Centrale où ce dernier indicateur se situe à plus de 60%. L'analyse de la répartition sectorielle des emplois révèle une forte prédominance des services (35%), suivi de l'agriculture-Forêt-pêche (33%). La part du secteur industriel est relativement faible (9%) du fait de la nature hautement capitaliste des industries extractives.

Ventilation sectorielle des emplois en 2019

	Nombre	%
Agriculture	189.603	32.8%
Industrie manufacturière	7.598	1.3%
BTP	2.22	0.4%
Mines, Eau et Electricité	52.287	9.1%

	Nombre	%
Commerce, transport et télécommunications et services	203.742	35.3%
Service d'administration public	122.064	21.1%
Total	577.514	100%

Source : ILOSTAT 2020

Les données disponibles montrent que la création d'emplois par le secteur privé a été caractérisée par une forte baisse (-8%) sur la période 2014-2019. Cette dynamique est imputable aux secteurs du pétrole, des BTP et des services qui ont baissé respectivement de 3%, de 9% et de 7% sur la même période. Cette baisse d'emplois privés a été partiellement compensée par le secteur public comme principal pourvoyeur d'emplois formels, secteur qui voit actuellement sa capacité d'absorption réduite du fait des contraintes budgétaires. Cette situation, combinée à la hausse de la population active, fait du secteur informel le refuge pour la plupart des demandeurs d'emplois.

Le modèle d'Equilibre Général Calcul MANAGE (Mitigation, Adaptation and New Technologies Applied Général Equilibrium Model)

Le modèle d'Equilibre Général Calculable (MANAGE) a été développé par le Ministère de l'Economie et des Finances du Gabon avec l'appui de la Banque Mondiale pour explorer les implications macro-économiques, sectorielles et distributives des politiques publiques ou des chocs de diverse nature. Il s'agit d'un modèle dynamique récursif pouvant faire des simulations à l'horizon 2030. Il repose sur la théorie néoclassique avec différents agents économiques optimisant leur comportement.

Le modèle est calibré sur une matrice de comptabilité sociale avec : (i) 42 activités ; (ii) 8 facteurs de production (6 typologies de travail, ressources naturelles et capital) ; (iii) les unités institutionnelles (ménages par déciles, État, entreprises pétrolières, entreprises non pétrolières) ; (iv) le reste du monde ; (v) l'investissement privé et public.

Le modèle est structuré autour de plusieurs blocs : (i) la production ; (ii) les revenus ; (iii) la demande interne ; (iv) le commerce international ; (v) le marché des facteurs ; (vi) le module des émissions. Ces blocs sont complétés par la section portant les identités macro-économiques et celle permettant de gérer la dynamique. Ce qui permet de mesurer les impacts à moyen terme en tenant compte du délai que l'économie va prendre pour revenir à sa position d'avant.

En plus des simulations d'impact de la COVID-19 via MANAGE, l'évaluation d'impact va aussi profiter des enquêtes mensuelles réalisées par la Direction Générale de la Statistique auprès des entreprises et des ménages pour apprécier leurs comportements vis-à-vis de la COVID-19. Ce qui va permettre de réajuster périodiquement les simulations en intégrant des données réelles et en tenant compte de la durée de la pandémie.

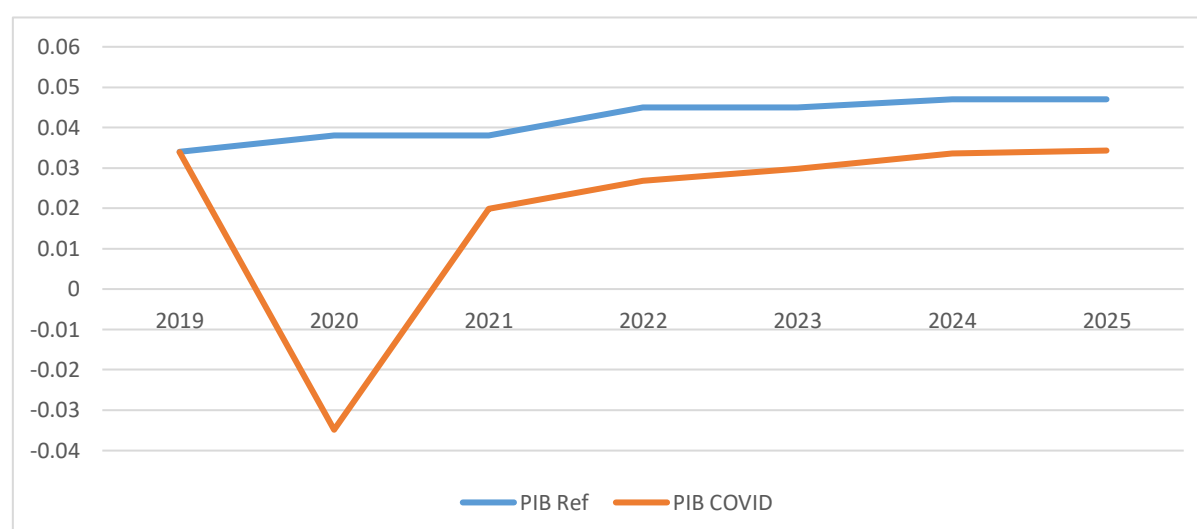
b. Impact sur la croissance

La réponse à l'impact de la COVID-19 sur la croissance économique à court et à moyen termes n'est pas simple car elle dépend des incertitudes qui pèsent sur plusieurs paramètres dont les durées effectives de la crise sanitaire et du confinement. Dans le cadre de la présente analyse, la situation est celle qui prévalait avant l'apparition de la COVID-19 et dont les grandes lignes sur le plan macro-économique avaient déjà l'objet de consultations avec le Fonds Monétaire International en janvier 2020 dans le cadre de l'Article IV. Le scénario découlant de la COVID-19 repose sur les hypothèses ci-après :

- La baisse de 30% du prix du pétrole combinée à une baisse de 23% de la production avec un retour progressif du marché pétrolier mondial à sa situation pré-COVID-19 en 2022, 2021 étant considérée dans notre scénario comme une année de transition ;
- La baisse de la productivité du capital et du travail résultant des mesures de confinement (totale ou partielle) et de ses implications sur les restrictions des déplacements. L'hypothèse a été (i) de restreindre ce confinement sur une durée de 4 mois en 2020 (ii) avec des effets différenciés sur la productivité du capital (sous-utilisation des capacités de production) et du travail (effet revenu). Ces effets différenciés sont aussi pris en considération dans les principaux secteurs économiques, le secteur des services (transport, hôtellerie, commerce, restauration) étant le plus affecté. Les éléments relatifs au travail partiel ou alterné ont aussi été pris en considération dans certains secteurs.

Ce choc combiné a un impact négatif assez important sur la croissance économique en 2020 qui se situera -3,4 % contre une hausse prévisionnelle de 3,4% avant l'avènement de la COVID-19, soit une différence de près de 7 points.

Croissance économique



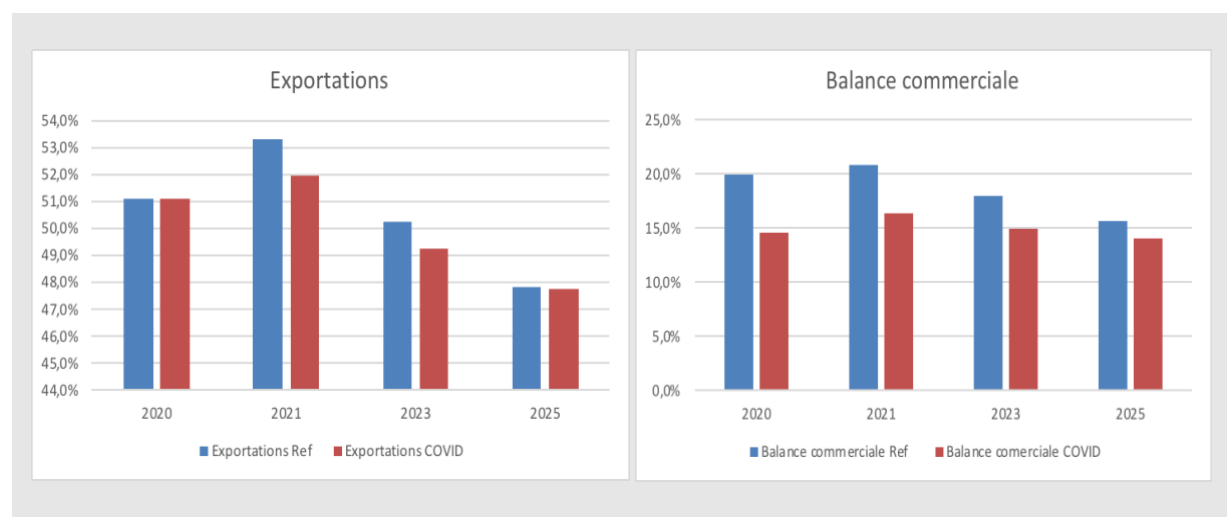
Ses effets continueraient à se faire sentir dans le moyen terme dans la mesure où la trajectoire de croissance sur la période 2021-2025, avec une courbe « en V asymétrique », se situeraient en dessous de celle de la situation de référence. L'aggravation à long terme des effets de la crise serait principalement attribuable à la chute de la valeur des exportations, à la dégradation des investissements privés et la baisse des investissements publics consécutive à la dégradation des finances publiques.

La simultanéité des mesures de confinement et des comportements de précaution du secteur privé, en termes d'investissement, constituerait un facteur amplificateur, avec des effets multiplicateurs sur le PIB. Dans le même sens, la fermeture d'un certain nombre d'entreprises (commerce, restauration, hôtellerie...) et l'interdiction de se déplacer freineraient une certaine de catégories de dépenses, notamment les loisirs.

La consommation finale se contracterait (41% du PIB contre 34% en 2020) en lien avec le fléchissement de la consommation privée (-5 points), à la suite des pertes de revenus et d'emplois. Les investissements du secteur privé baisseraient respectivement de 35% à 32% du PIB en 2020 du fait de la conjoncture et des incertitudes, notamment dans le secteur pétrolier.

Concernant, le secteur extérieur, les exportations chuteraient de 5 points entre 2020 et 2025 par rapport au scénario de référence à la suite du ralentissement du commerce mondial et de ses conséquences sur les entreprises exportatrices, particulièrement pétrolières et minières.

Secteur extérieur



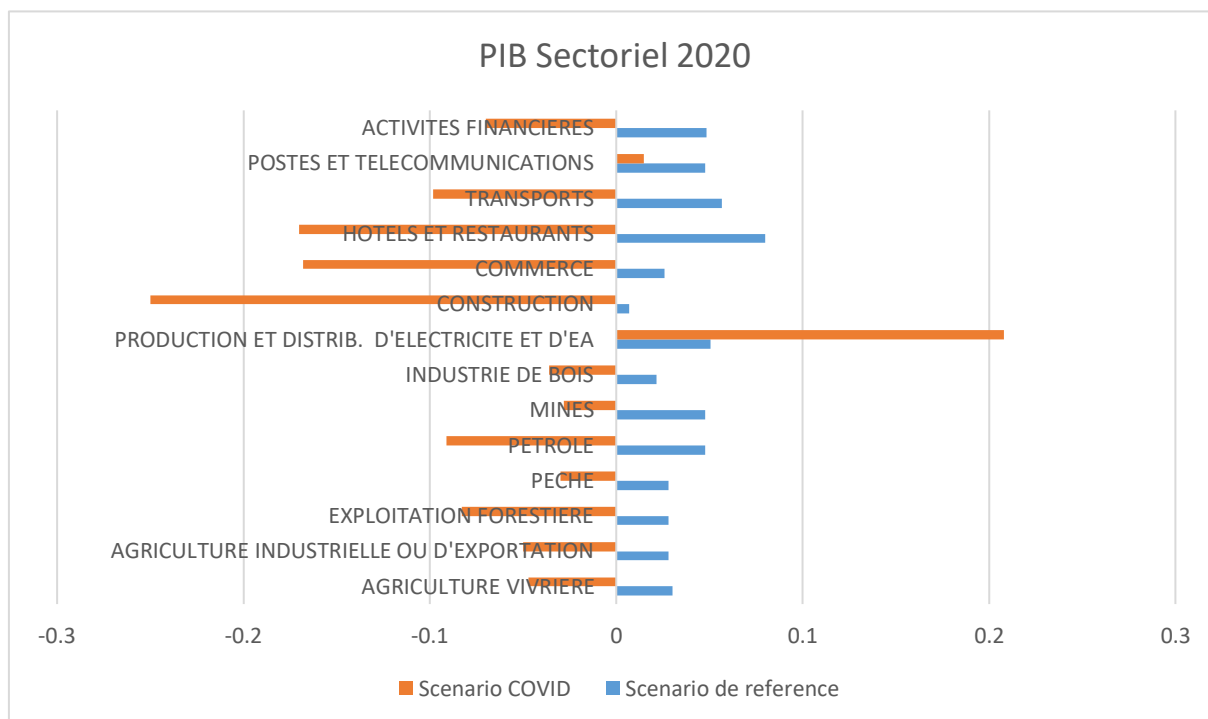
c. Impact sur les secteurs

Cette contraction de la croissance, particulièrement en 2020, est la résultante de secteurs clefs. C'est notamment le cas de la production du secteur pétrolier, les autres industries

extractives, les BTP, le commerce, l'hôtellerie, les restaurants et les transports. De manière plus spécifique, on relèvera que :

- Le PIB minier se contracterait dès 2020 de 2,8% et perdrait 0,5 points en 2025 par rapport au scénario de référence du fait d'une contraction de la demande chinoise et européenne ;
- Le secteur forestier, qui constitue le premier employeur privé du pays avec environ 16% de l'emploi global (plus de 3.000 salariés) chuterait de 8% en liaison avec la contraction de la demande asiatique de bois débité. Cette tendance baissière risquerait de ralentir les efforts de coupe et de transformation de bois. Dans ce sens, la croissance du secteur progresserait moins vite que dans le scénario de référence ; elle passerait en 2020 à -8%, puis à 4,4 % en 2025, soit près de 1 point de moins par rapport à la situation de référence. Le secteur continuerait d'être vulnérable avec des perspectives difficiles liées notamment à la baisse de la demande de constructions de maisons et du secteur papier ;
- En lien avec les effets du confinement, les services, le commerce, les services financiers se contracteraient dès 2020, respectivement de -11,8%, -16,8%, -7%. Contrairement au secteur transport et communication dont l'impact serait amoindri du fait de la branche communication (+1,5%) qui compense la perte de la branche transport (-9,8%).

PIB sectoriel pour 2020



d. Impact sur les finances publiques

L'effet immédiat de la baisse du prix et de la production de pétrole se ferait particulièrement sentir sur les finances publiques avec le recul des recettes budgétaires et la dégradation du solde des finances publiques en dépit de la contraction des dépenses publiques par rapport au scénario de référence. La baisse des recettes budgétaires est principalement due à celle des revenus issus du secteur pétrolier. L'écart maximal par rapport à la situation de référence, qui se situerait en 2020, se résorberait progressivement d'ici en 2025 sans toutefois atteindre d'ici 2025 le niveau escompté dans la situation de référence. Les dépenses totales baisseraient de 3 points pour se situer à 17% en 2025 contre 20% en 2020 à la suite de la contraction des dépenses d'investissement, les dépenses courantes étant considérées dans le scénario comme rigides à la baisse.

Finances Publiques en pourcentage du PIB



Le solde budgétaire global se détériorerait et se situerait à -4,4% du PIB en moyenne sur la période 2020-2025, contre -0,6% du PIB dans la situation de référence, détérioration due à la baisse des recettes qui passeraient à 15% du PIB contre 18% du PIB en 2020 (situation de

référence). Cette détérioration du solde global, sans une stratégie spécifique de financement, se refléterait sur le profil de la dette dont le niveau par rapport à la situation de référence se détériorerait de 4% de points de PIB en 2020 avant de stabiliser à 6% de point de PIB entre 2023 et 2025.

e. Impact sur le marché du travail et l'emploi

La réduction des investissements du secteur pétrolier (coupes dans les dépenses d'exploration de pétrole, annulation des plans de forage probables) pourrait signifier des années de retard dans les nouvelles découvertes avec des conséquences négatives sur l'emploi. Les deux grands bassins d'emploi, Libreville et Port-gentil, où réside la grande masse des chômeurs (9 personnes sur 10) seraient les plus affectés, notamment les femmes (77,9 mois de chômage de longue durée) que les hommes (73,8 mois).

En outre, le confinement total ou partiel aurait gelé ou fortement ralenti une partie des activités des PME et du secteur informel caractérisés par une situation financière parfois difficile et la précarité des emplois.

La combinaison du choc pétrolier et du confinement, avec leurs conséquences sur d'éventuelles faillites d'entreprises ou de cessation d'exploitation, aurait des conséquences négatives sur l'emploi avec des effets cumulatifs dans le temps si des mesures spécifiques ne sont prises pour protéger ou sauvegarder l'emploi (appuis sectoriels, reconversion, requalification). Les résultats de la simulation montrent que les travailleurs non qualifiés risqueraient d'être les plus affectés.

Impact sur l'emploi (Écart relatif entre le scénario COVID et le scénario de référence)

	2020	2022	2025
Emplois	-4,6%	-7,1%	-9,7%
Emplois ruraux non qualifiés	-2,7%	-6,7%	-11,0%
Emplois ruraux qualifiés	0,3%	-1,7%	-3,5%
Emplois urbains non qualifiés	-6,4%	-8,8%	-11,7%
Emplois urbains qualifiés	-2,5%	-4,5%	-5,9%

Sur le plan sectoriel, bien que les pertes d'emplois se constateraient dans les secteurs formel et informel, les secteurs du commerce de gros et de détail et des services subiraient des pertes d'emplois les plus importantes.

f. Contraintes structurelles amplifiées par la COVID-19

La COVID-19 a certes des conséquences sanitaires de grande ampleur, ses conséquences économiques risquent d'être beaucoup importantes car il tire profit de certaines lacunes

structurelles tout en les amplifiant. C'est notamment la préférence accordée à l'ajustement budgétaire au détriment des réformes structurelles. C'est le cas de la faible efficacité des investissements publics et de leur financement uniquement basé sur le recyclage du surplus pétrolier. C'est enfin le cas du caractère non-optimal de l'allocation des ressources publiques et privés en fonction des avantages comparatifs du pays.

i. Préférence à l'ajustement budgétaire

Le Gabon a déjà eu à traverser plusieurs crises économiques liées à la conjoncture internationale. Même si la COVID-19 est de nature différente, ses modes de transmission à l'économie ont des similarités avec les précédentes crises.

La période 1985-1995 avait vu le prix du baril du pétrole chuter de 50% en 1985-1986 avec comme conséquence la chute du PIB par habitant de 4% en 1986 et de 17% en 1987, la détérioration du compte courant de 10% à -19% du PIB entre 1985 et 1986. La seule réforme engagée pour faire face à cette situation a été un rapide ajustement budgétaire avec notamment la réduction de deux-tiers des investissements publics entre 1985 et 1987, et l'expansion rapide de la dette publique extérieure.

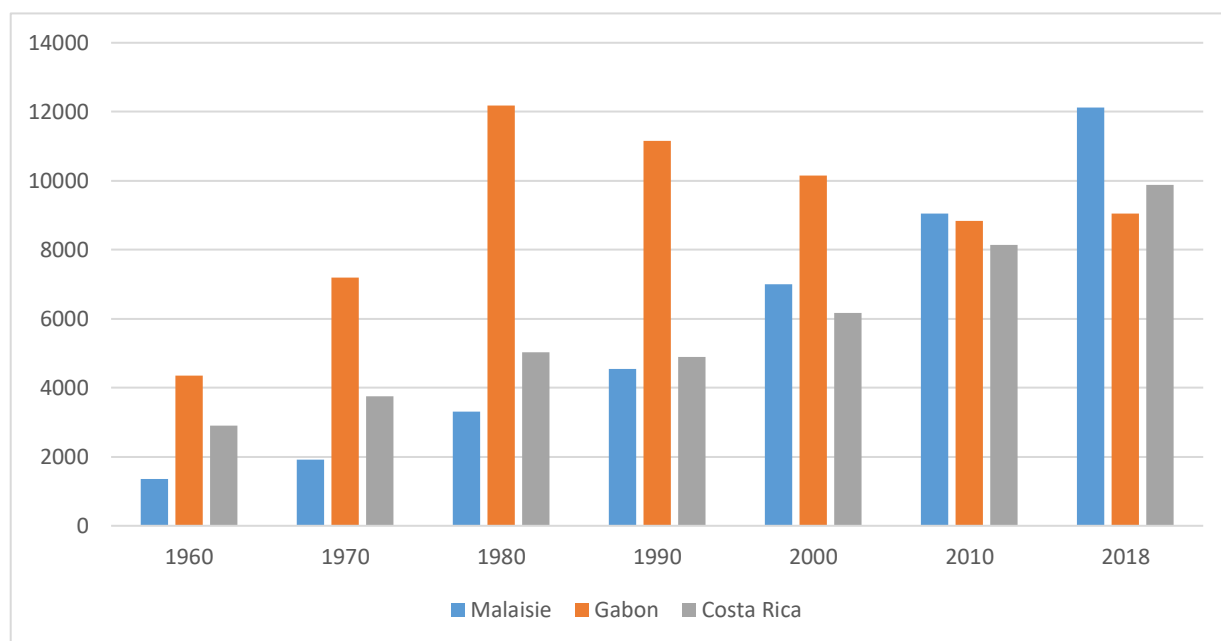
La période 1997-2006 avait été caractérisée par la mévente du bois gabonais découlant de la crise asiatique de 1997. La conséquence a été un recul de 11% du PIB par habitant en 1999 et de 4% en 2000. La seule solution trouvée a été encore l'ajustement budgétaire avec la réduction des investissements publics amplifiée par celle de l'investissement privé. Le taux d'investissement était ainsi passé de 33% à 21% entre 1997 et 2000. L'endettement s'est aussi accru avec un encours passant de 57% en 1997 à 73% du PIB en 1999.

La période 2014-2018 avait vu de nouveau la chute de 50% du prix du pétrole en 2014 entraînant un ralentissement économique de 6% à moins de 2%, la dégradation des recettes budgétaires de 30% en 2014 à 17% de PIB en 2017, du fait principalement de la contraction des recettes pétrolières. La dette publique, ramenée à 34% du PIB en 2014 avec les opérations de rachats de dette de 2008, avait de nouveau atteint 62,2% en 2017. En réponse à cette situation, un nouvel ajustement budgétaire fut adopté en 2017.

Avec une structure économique inchangée, les finances publiques dépendent des revenus issus du secteur pétrolier et le secteur non-pétrolier de la commande publique, le Gabon a toujours utilisé de l'ajustement budgétaire pour faire face à des chocs exogènes. A la fin de chaque période d'ajustement budgétaire, les données disponibles montrent : (i) une contraction du PIB par habitant et sa stabilisation à un niveau inférieur à la période d'avant crise, (ii) une forte hausse de l'encours de la dette publique par rapport au PIB et (iii) un recul du taux d'investissement public. Si l'occurrence des crises s'accélère, l'économie nationale pourrait se situer dans une spirale à la baisse à moins que des réformes structurelles soient mises en œuvre pour diversifier l'économie en s'appuyant sur les avantages comparatifs du

Gabon pour plus de résilience à de futurs chocs de diverse nature. En dépit de la restauration de son cadre macro-économique, la performance de long terme du Gabon a été en deçà des attentes au regard de son potentiel. Ainsi, le pays décroche progressivement si l'on compare sa performance de long terme avec celle de la Malaisie et du Costa-Rica, pays situés près de l'équateur comme le Gabon et disposant des mêmes conditions climatiques identiques et des avantages comparatifs similaires dans le domaine des ressources naturelles (agriculture, forêts, pétrole etc.).

PIB par habitant en \$ constant



Source : World Development Indicators

Ainsi, la Malaisie, qui dispose de la même superficie forestière que le Gabon, est un acteur majeur du tourisme et de l'exploitation agro-forestière (bois, transformation du palmier) ; elle est aussi très présente dans le secteur pétrolier. Le Costa Rica est très présent dans l'éco-tourisme (son premier poste d'exportation) et l'agro-business (fruits et légumes, café, caoutchouc...). En plus de l'exploitation de leurs avantages comparatifs, ces pays ont su positionner sur des segments industriels des chaînes de valeur mondiale. Ils ont su aussi mener les réformes, y compris pour renforcer leur capital humain, afin de proposer aux marchés de nouveaux produits plus complexes. Selon l'Atlas de la complexité économique de Harvard, la Malaisie et le Costa Rica ont proposé, entre 2003 et 2018, respectivement 25 et 20 nouveaux produits contre 3 pour le Gabon (Cf. <https://atlas.cid.harvard.edu>).

ii. Efficacité des investissements et des allocations des ressources

Au-delà du cadre stratégique, il ressort que le processus de gestion des investissements publics est inefficace (Cf. Évaluation de la gestion des investissements publics : FMI-Banque Mondiale, juillet 2019). Il se heurte à des faiblesses structurelles liées à l'absence de planification, au manque de coordination entre les différents acteurs de la chaîne de dépense,

à l'indisponibilité d'études de faisabilité. D'autres part, l'absence de contrôle des différents types de financement, y compris les PPP, affecte l'efficacité de la dépense publique.

En conséquence, en l'absence de règles macroprudentiels et de maîtrise de la volatilité des recettes budgétaires, les ressources disponibles sont presque absorbées par les charges récurrentes qui sont difficilement compressibles, laissant peu de marge de manœuvre pour financer des investissements permettant de concrétiser les avantages comparatifs du Gabon et poursuivre le développement du pays. Ainsi, avant la chute des cours du pétrole en 2014-2015, le Gabon a consacré 11,4% de son PIB à l'investissement, situation qui s'est dégradée en 2015 avant de descendre à moins de 5% du PIB.

Aussi, avec des marges de manœuvres très étroites et des options limitées de financement du développement, le Gabon se trouve confronter à un grand dilemme, celui de poursuivre la transformation de son économie qui nécessitent des investissements publics dans des secteurs stratégiques, en particulier les infrastructures de soutien à la croissance (routes, port, énergie, information et communication), pour générer les externalités positives susceptibles de drainer l'investissement privé.

Selon la dernière revue des dépenses publiques, le Gabon a consacré près de 50% des dépenses publiques à l'administration publique et 20% à la santé, à l'éducation et à la protection sociale. Ainsi, l'allocation des ressources ne s'est pas suffisamment faite en faveur des infrastructures et de l'économie verte.

Les tendances fonctionnelles du budget d'investissement public du Gabon pour la période 2015-2017 ne reflétaient pas les priorités gouvernementales annoncées. La plupart des dépenses ont été allouées aux transports et aux fonctions gouvernementales de base au détriment des autres secteurs prioritaires susmentionnés. En moyenne, 57% des dépenses totales d'investissement prévues dans le budget ont été consacrées au transport et à la gouvernance (y compris les dépenses consacrées à la défense et à l'armée, à la justice et à la décentralisation). Seuls 11% des investissements budgétisés ont été consacrés en moyenne à la santé, à l'éducation et à l'emploi, et 8% à l'eau et à l'assainissement. A peine 0,5% du budget d'investissement public a été consacrée au secteur du logement tandis qu'une moyenne de 10,2% des dépenses d'investissement a été allouée à la construction de stades.

Ainsi, contrairement au Costa Rica et à la Malaisie, les ressources publiques ne vont pas dans les secteurs permettant de diversifier l'économie (agriculture durable, agro-foresterie, éco-tourisme, énergie durable, économie bleue etc.) en attirant le secteur privé dans ces thématiques.

De manière plus globale, l'allocation du capital (de source publique ou privée) est prioritairement dirigée vers le secteur des industries extractives (pétrole et mines) et des services. Les industries extractives sont les principales bénéficiaires en captant 61% des allocations de capital, y compris investissements directs étrangers (IDE), dont 49% pour le

secteur des industries pétrolières. Le deuxième bénéficiaire de l'allocation de capital est le secteur des services avec une part de 23%. La part de l'économie verte (agriculture, forêt, écotourisme etc.) est très faible avec seulement 3% des allocations de capital ; ce qui met ainsi en exergue les faibles dotations en capital dans ces secteurs où le Gabon dispose d'énormes atouts.

Allocation des facteurs de production

	Pétrole	Mines	Agriculture	Bois	Services	Administration	Autres	TOTAL
Travail	9%	6%	1%	2%	26%	33%	22%	100%
Capital	49%	12%	5%	1%	23%	4%	7%	100%

Source : Direction générale de la Statistique (2013)

Concernant l'allocation du facteur travail, elle est dominante dans le secteur des Administrations (33%) et les services (26%). Le secteur des industries extractives ne capte que 15% du facteur travail dont 9% pour les industries pétrolières, ce qui est faible comparativement à l'allocation du capital dans ces secteurs mais trouve son explication dans leur nature fortement capitaliste. Du fait de l'exode rural et du vieillissement de la population rurale, l'agriculture ne capte que 1% du facteur travail.

Cette photographie reflète les faiblesses dans l'allocation des facteurs, notamment en direction des secteurs dans lesquels le Gabon dispose d'avantages comparatifs et pourrait s'appuyer pour diversifier son économie. C'est particulièrement le cas de l'économie verte qui est l'un des relais possibles pour générer de la croissance et préparer la transition post-pétrole.

D'autre part, la faible qualité des ressources humaines et des équipements dans le secteur de l'éducation et de santé est le résultat de cette sous allocation des facteurs. Cette orientation révèle une vulnérabilité de l'économie dans son ensemble lié au déficit de productivité globale des facteurs.

La volonté gouvernementale de diversification de l'économie doit aller de pair avec des actions susceptibles de renforcer l'attractivité de l'investissement privé, y compris les investissements directs étrangers dans les secteurs économiques de l'économie verte. Bien que le pays bénéficie d'atouts majeurs tels que le niveau élevé du revenu par habitant, la disponibilité des terres et des ressources forestières, le Gabon reste encore peu attractif du fait de l'étroitesse du marché intérieur, la lourdeur des procédures administratives, la faible productivité du travail et la faiblesse des infrastructures.

Relever ces défis nécessite de remettre à plat les dépenses publiques et de les aligner sur les priorités en matière de diversification économique, notamment la transition vers l'économie verte. Cela suppose aussi de développer des outils de planification, de budgétisation et de mise en œuvre des investissements publics nécessaires à l'éclosion de l'économie verte. Cela suppose enfin un environnement des affaires permettant d'attirer l'investissement privé, notamment les investissements directs étrangers, vers l'économie verte.

Un cadre de coopération Sud-Sud avec la Malaisie et le Costa Rica serait un atout supplémentaire de manière à capitaliser sur des expériences réussies pour créer de nouveaux moteurs de croissance conformes aux orientations de durabilité et d'inclusion de l'Agenda 2030 sur le développement durable.

iii. Sécurité alimentaire

Le Gabon dispose de terres arables d'une superficie comprise entre 4 et 5 millions d'hectares, d'une pluviométrie variant de 1.800 à 3.000 mm, un vaste réseau hydrographique offrant des opportunités d'irrigation et d'aquaculture, un vaste domaine maritime et une population jeune. En dépit de ce potentiel, les activités agricoles et sylvopastorales ne contribuent au PIB qu'à hauteur de 5% et la production couvre moins de 20% des besoins alimentaires du pays. Le Gabon importe ainsi plus de 450 milliards de francs CFA (près de 5% du PIB) de denrées alimentaires par an (protéines animales, fruits et légumes...). Le secteur de la pêche ne contribue au PIB qu'à hauteur de 1,5% et enregistre un déficit commercial de 30 milliards de francs CFA (0,3% du PIB). Le secteur de l'élevage est sous-développé et les besoins du pays en produits carnés sont couverts par les importations à hauteur de 96%. Ainsi, le Gabon exporte des produits qu'il ne consomme pas et importe des produits qu'il consomme.

Dans un tel contexte, la pandémie de la COVID-19 et ses conséquences sur le secteur du transport (durcissement et multiplication des contrôles frontaliers avec le Cameroun, annulation de 50% des départs des navires marchands en mars 2020, 10% de taux de remplissage des navires, quarantaine de 14 jours des équipages des navires avant l'entrée sur le territoire national, autres surcoûts liés aux mesures de lutte contre la propagation de la maladie...) ont entraîné des dysfonctionnements dans les chaînes logistiques. Sur le plan national, la suspension des déplacements intra-urbains ne permet pas aux petits producteurs ruraux d'accéder aux intrants, ce qui réduit leur capacité productive. Les restrictions de déplacement affectent aussi l'accès aux marchés de ces petits producteurs, notamment ceux de Libreville et de Port Gentil, ce qui réduirait leur capacité de génération de revenus et occasionnerait des pénuries pour certains aliments et la hausse des prix avec comme conséquence la perte de pouvoir d'achat des ménages urbains les plus fragiles.

En outre, la plupart des emplois dans l'agriculture (hormis l'agrobusiness) sont informels (environ 40% de la population en zone rurale) et occupés en majorité par les femmes et les personnes âgées (60% de la main d'œuvre agricole). Toute menace sur les moyens de subsistance de ces petits producteurs pourrait les amener à délaisser l'activité de production agricole et faire courir des risques supplémentaires de pénurie alimentaire.

Ainsi, les dysfonctionnements induits par la COVID-19 sur la chaîne logistique (transport, commerce etc.) donnent une idée des menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire du Gabon largement dépendant des importations. Or, le pays dispose dans ce domaine des avantages comparatifs non exploités car plusieurs intervenants dans la filière

d'approvisionnement privilégient les activités d'importation rapidement rentables à l'investissement dans la production. Comme énoncé plus haut, le renforcement de la sécurité alimentaire des gabonais nécessite une plus grande allocation des ressources publiques plus importante dans l'investissement agricole, des incitations pour amener le secteur privé à investir dans la production nationale au détriment des importations et un encouragement des jeunes à retourner à la terre pour créer de la valeur et des emplois. La sécurité alimentaire du Gabon est à ce prix.

V. Plan social

a. Situation pré-COVID19

Entre 1990 et 2018, l'Indice de Développement Humain (IDH) du Gabon a progressé de 0.619 à 0.702, soit une hausse de 13,4%.

Indice de Développement Humain du Gabon

	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2018
Espérance de vie à la naissance	61	60,2	58,3	58,2	61,4	64,9	66,2
Durée attendue de scolarisation	11,8	12	12,3	12,4	12,5	12,7	12,9
Durée moyenne de scolarisation	4,3	5,2	6,2	6,9	7,6	8,1	8,3
RNB par habitant (dollars de 2011 en PPA)	19368	19311	16125	16335	1396	16336	15794
Indice de Développement Humain (IDH)	0,619	0,63	0,627	0,638	0,658	0,692	0,702

Source : Rapport sur le développement humain 2019

Ce qui le place dans la catégorie « Développement humain élevé » et au 115ème rang sur 189 pays et territoires. Ainsi, depuis 1990, l'espérance de vie à la naissance a augmenté de 5.2 années, la durée moyenne de scolarisation de 4 années, et la durée attendue de scolarisation de 1.1 années. Cependant, le revenu national brut (RNB en dollars de 2011 en PPA) par habitant a régressé de 18,5% durant la période. En dépit de cette performance appréciable comparativement à la moyenne de l'Afrique au Sud du Sahara (0,541 en 2018), l'IDH du Gabon recule à 0,544 si l'on tient compte des inégalités. Cette perte de 22.5 % donne une idée du niveau des inégalités qui se retrouvent dans les composantes de l'indice (espérance de vie, éducation, revenu).

Sur un plan plus spécifique, l'incidence de la pauvreté est estimée à 33,4% au niveau national d'après l'enquête de 2017. Elle présente de grandes disparités entre les zones urbaines et rurales avec respectivement une incidence de 29,4% (21% dans la capitale Libreville et 22,3% à Port Gentil) et de 59,5%. Sur le plan sanitaire, des efforts sont notés dans les domaines des soins prénatals, de la couverture vaccinale, des infections respiratoires aiguës, de la lutte contre le VIH/SID et la tuberculose... Toutefois, ces efforts doivent être renforcées car le Gabon accuse encore des retards par rapport à d'autres pays à revenu similaire. Ainsi,

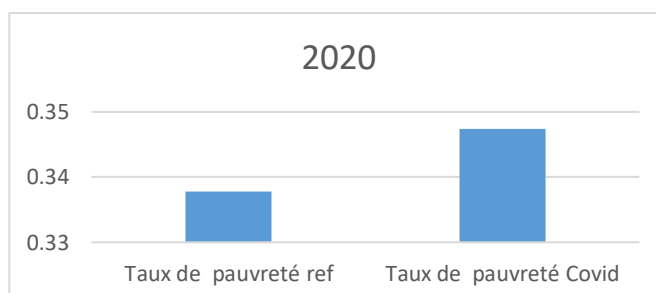
l'incidence du paludisme reste élevée et la qualité des soins est à améliorer pour réduire plus significativement les taux de mortalité maternelle et infantile. En outre, la question de l'inégalité d'accès et de la qualité des soins sur l'ensemble du pays demeure d'actualité, notamment dans les zones rurales. Concernant l'éducation, des disparités sont notées au niveau de l'accès en fonction du niveau social. En effet, les données disponibles révèlent que 90% des riches accèdent à l'éducation contre 77% pour les pauvres. Au niveau rural, l'ensemble des riches accèdent à l'éducation contre les ¾ des pauvres.

b. Impact de la COVID-19 sur le plan social

(i) Pauvreté et inégalités

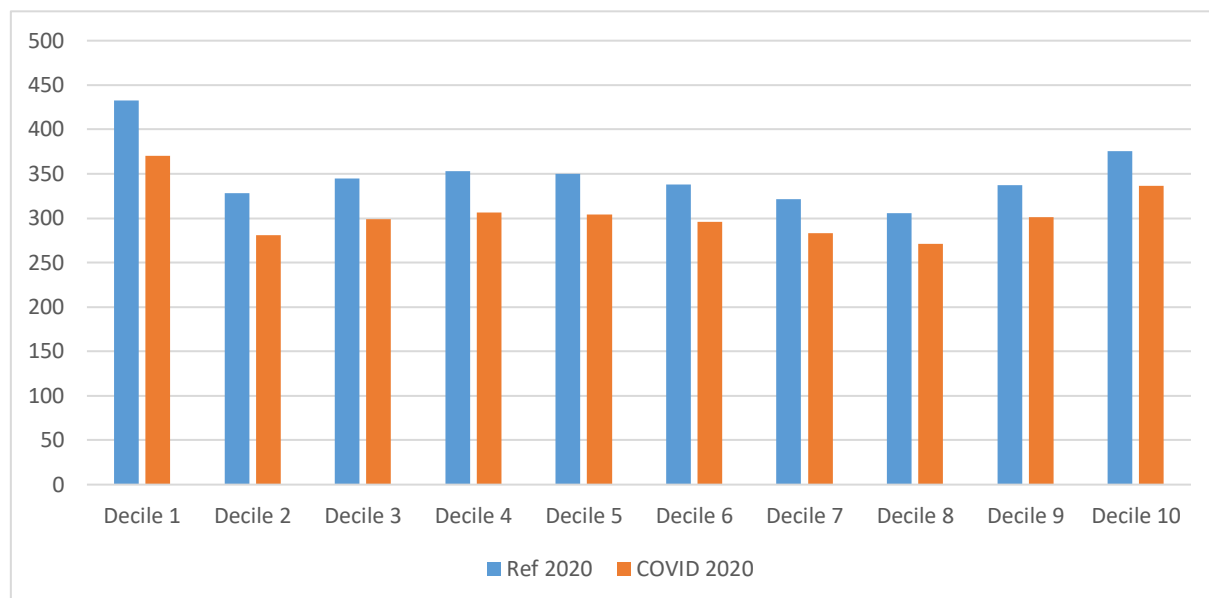
Toute restriction dans la capacité de travailler et de gagner sa vie exerce une pression sur les familles et leurs perspectives de consommation. Cette situation pourrait toucher chaque travailleur quelque soit son statut social même si ceux du secteur public et des grandes entreprises du secteur privé disposent d'une garantie plus solide en matière de protection de l'emploi et du maintien du salaire. Ce qui n'est pas le cas des travailleurs des PME qui pourraient faire face à des mesures de chômage technique ou de perte d'emplois en fonction du niveau de ralentissement de l'activité, en particulier ceux exerçant dans les secteurs les plus touchés par les mesures de confinement (commerce, transport, restauration, hôtel etc.). Cette situation est plus vraie pour les travailleurs du secteur informel qui ne disposent d'aucun mécanisme de protection sociale et doivent souvent vivre avec la précarité de leur travail (absence de contrat ou de protection des revenus). Ces travailleurs se situent souvent dans leurs premiers déciles de revenus dont la perception est souvent remise en cause en cas d'arrêt de travail (confinement total, activités non autorisées lors du confinement partiel, perte d'emploi etc.). Il en serait de même des petits agriculteurs des zones rurales qui verront se rétrécir leurs débouchés dans les zones urbaines, en particulier à Libreville. La combinaison de la baisse du prix du pétrole et du confinement a un effet négatif dont l'ampleur est analysée au niveau de la section III. Il convient de rappeler que la perte d'emploi touche plus particulièrement les travailleurs non-qualifiés. Cette baisse de l'emploi et du revenu associé va accroître la pauvreté qui passerait de 33,1% à 34,7% en 2020.

Impact de la COVID-19 sur la pauvreté



Les pertes de revenus liées à la baisse de l'emploi se traduisent par une perte importante de consommation pour l'ensemble de la distribution.

Consommation des ménages par déciles



Les déciles les plus pauvres subiraient une plus grande baisse de leur consommation comparativement aux déciles les plus riches (14% contre 11%). L'ampleur de la baisse de la consommation pour les ménages pauvres est telle qu'elle pourrait les pousser dans une situation de précarité extrême.

La COVID-19 pourrait accentuer les inégalités qui sont déjà élevées et pousser certains ménages parmi les plus vulnérables au désinvestissement pour faire face à des dépenses essentielles ou imprévues car ils n'ont pas tous accès à un système de protection sociale leur permettant de pallier l'intégralité des effets négatifs de la COVID-19. C'est notamment le cas des ménages pauvres devant engager des dépenses supplémentaires de santé, de protection contre la COVID-19 ou d'éducation pour les enfants confinés à la maison.

(ii) Education et développement humain

Si toutes les dispositions ne sont pas prises, la COVID-19 pourrait créer des dommages difficilement rattrapables sur le plan du développement humain. Même s'il est encore difficile, en plein milieu de la crise sanitaire, d'avoir une idée précise de l'impact sur des variables lourdes telles que l'espérance de vie (vu le nombre relativement peu élevé de décès directement reliés à la COVID-19), l'impact sur le revenu national brut par habitant est perceptible avec un recul de 6,4 % en 2020 (effet combiné du choc économique et de la croissance démographique).

Au-delà de ces 2 éléments plus ou moins figés, l'incertitude demeure encore sur la variable relative à l'éducation (durée attendue scolarisation et durée moyenne de scolarisation) car les différents cycles scolaires (préscolaire, primaire, secondaire, universitaire, technique et professionnel) sont fermés depuis le mois de mars 2020. Les solutions envisagées avec l'enseignement à distance font face à d'énormes contraintes de faisabilité (absence de plateformes d'apprentissage et de connectivité, déficit d'ordinateurs et de tablettes pour les apprenants et les enseignants etc.). A cela s'ajoute le manque de formation du personnel (enseignants, autres personnels éducatifs etc.) et de matériels didactiques numériques. Une grande partie des apprenants n'ont pas accès aux ordinateurs domestiques ou un accès continu à l'internet à haut-débit (via la fibre, l'ADSL ou le 4G). Cette situation ne leur permet de continuer à apprendre à domicile ou aux enseignants de fournir des services éducatifs à distance.

Cette fermeture d'écoles, combinée à la situation économique difficile, risque de saper les aspirations, d'aggraver les inégalités et d'avoir des conséquences à long terme difficilement réversibles. En effet une étude menée au Pakistan, après le tremblement de terre de 2005 (Cf. RISE : human capital and disasters : Evidence from the earthquake of 2005, T. Andrabi, B. Daniels, J. Das), montre que les pertes d'apprentissage à long terme sont de loin supérieures aux pertes d'apprentissage à court terme dues à la fermeture des écoles. Cette analyse montre que les enfants ayant raté 3 mois de scolarisation pendant le tremblement de terre ont perdu l'équivalent d'une année de demi de scolarisation de 4 ans.

Il est vrai que certains établissements d'enseignement d'un certain standing ont opté pour les cours en ligne afin d'encadrer les enfants de parents à revenus moyens et élevés. Cette situation, si elle se généralise, pourrait creuser les inégalités en fonction des revenus des parents, mais aussi créer plus d'écart entre les écoles privées et les écoles publiques ou entre le milieu rural et le milieu urbain. Ces établissements n'encadrent pour l'instant qu'un faible pourcentage des apprenants. De plus, cette mesure ne peut être répliquée pour tous car beaucoup de ménages n'ont pas accès à l'internet.

Cette situation doit pousser à réfléchir sur les options possibles pour rattraper le retard de la présente année scolaire 2019-2020 et trouver la bonne jonction avec celle de 2020-2021 afin d'éviter l'accumulation des retards. Plusieurs conséquences pourraient émaner de cette situation si des dispositions appropriées ne sont pas prises. Par celles-ci, on peut citer :

- Une perte d'apprentissage à court terme avec un impact négatif à long terme sur l'accumulation de capital humain comme le prouvent les leçons apprises du Pakistan.
- Une accentuation des inégalités car les ménages pauvres auront du mal à accéder à l'apprentissage pour leurs enfants faute de moyens pour trouver des solutions alternatives (cours de rattrapage, enseignement à domicile, manque d'outils de connexion à l'enseignement à distance...). Ces ménages seront plus susceptibles de

rester en retard dans la réalisation des résultats de l'apprentissage, ce qui augmente le risque de perpétuation de la pauvreté inter-générationnelle.

- Les risques de déscolarisation pourraient s'amplifier après la crise avec la difficulté de certains parents ayant perdu leur revenu.

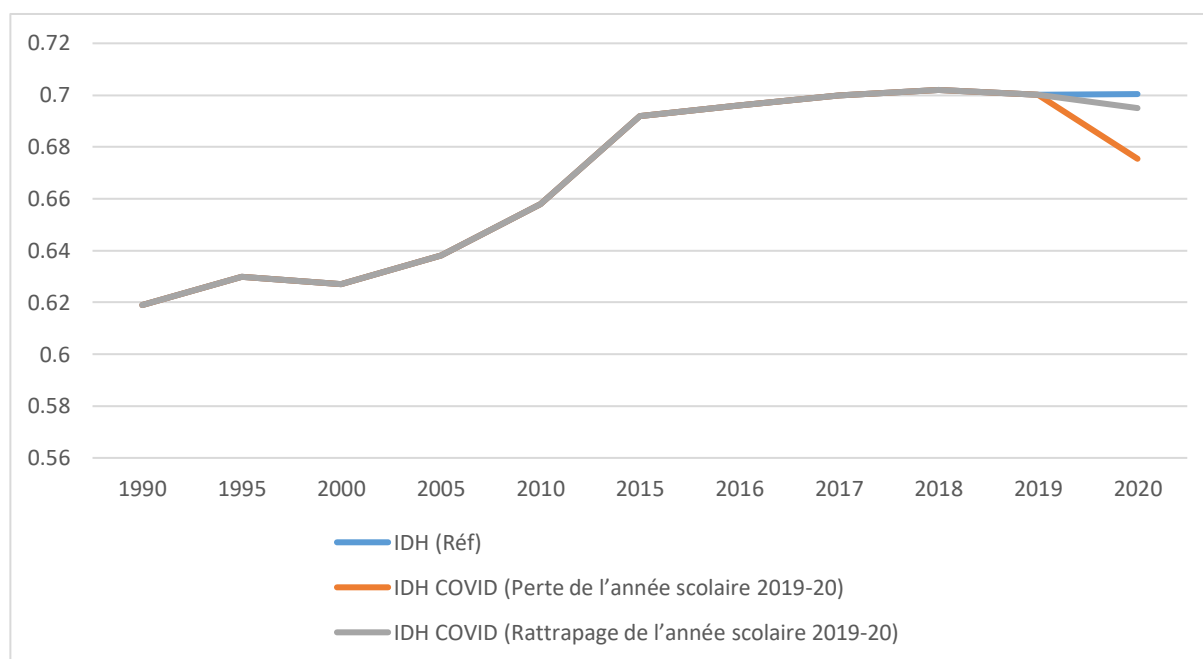
Sur la base des différents éléments susmentionnés, l'analyse du choc de l'impact de la COVID-19 sur la variable éducative repose sur 2 variantes :

- La première porte sur la perte totale de l'année scolaire 2019-2020 ;
- La deuxième envisage d'avoir des cours de rattrapage de 3 mois entre juillet et octobre 2020 et de faire la jonction directe avec l'année scolaire 2020-2021.

Dans la première variante, le niveau de développement humain, sous les effets combinés sur le revenu brut par habitant et l'éducation, serait de 0,675 en 2020, ce qui correspond à une perte de 3,5% par rapport à 2019 ou de 3,6% par rapport au scénario de référence de 2020. Ce qui pourrait ramener le Gabon à la situation de l'année 2012. Ajusté aux inégalités, le niveau de développement humain serait de 0,524 en 2020. Il convient toutefois de retenir que la situation reviendra à la normale en 2021, une fois, le système scolaire aura repris sa vitesse de croisière sous réserve de la maîtrise des effets à long terme dus à la fermeture des écoles (Cf. l'exemple du Pakistan mentionné plus haut).

Dans la deuxième variante, le niveau de développement humain serait de 0,695 en 2020, ce qui correspond à une perte de 0,7% par rapport à 2019 ou de 0,8% par rapport au scénario de référence de 2020. Ce qui pourrait ramener le Gabon à la situation de l'année 2016. Ajusté aux inégalités, le niveau de développement humain serait de 0,539 en 2020.

Indice de Développement Humain



c. Contraintes structurelles amplifiées par la COVID 19

Les conséquences économiques de la COVID-19 auront des répercussions sur le plan social. Toutefois, la pandémie a mis en évidence et amplifié des contraintes structurelles qui existaient avant l'avènement de la pandémie. C'est le cas de l'accès à l'eau potable indispensable dans la stratégie de prévention ; c'est aussi le cas de la capacité du système de santé à gérer une crise tout en continuant à assumer ses missions de lutte contre les maladies non transmissibles et les maladies transmissibles endémiques (paludisme, VIH/SIDA...). C'est enfin le cas d'un système éducatif qui n'était pas préparé à une fermeture des écoles.

(i) Accès limité à l'assainissement et à l'eau potable

L'analyse de la situation a mis en évidence les capacités insuffisantes de services d'eau et d'hygiène et d'assainissement (eau courante, toilettes). Malgré les progrès en matière d'accès à l'eau potable, il existe de fortes disparités en termes de couverture, notamment dans les zones rurales. L'enquête sur la pauvreté de 2017 estime le taux d'accès à l'eau potable à 80,8% sur l'ensemble du pays avec 36,8% pour le milieu rural et 96,3% en moyenne pour les zones urbaines.

Les trois grandes villes du pays que sont Libreville, Port-Gentil et Franceville affichent des taux proches de 100% avec toutefois des coupures d'eau intempestives. L'eau est souvent indisponible dans les quartiers, en particulier ceux « dits sous intégrés », réduisant ainsi l'efficacité de la prévention portant sur le lavage régulier des mains avec du savon.

Concernant ce dernier point sur le lavage des mains, il n'existe pas de données disponibles. Toutefois, les données sur le milieu rural font état de déficits graves en matière d'évacuation des eaux usées et des excréta, et de ramassage des ordures. Le pourcentage des ménages évacuant leurs ordures de manière adéquate est de 9,1% en milieu rural contre 60,5% en milieu urbain.

La mesure de gratuité de l'eau en faveur des couches les plus défavorisées prise par le gouvernement, bien qu'elle soit louable, ne permet pas l'amélioration de l'accès à l'eau et l'assainissement. En effet, elle ne résout pas les dysfonctionnements dans la production et la distribution.

Il en est de même de l'installation d'équipements de lavage des mains dans les centres de santé et les lieux publics pour renforcer la prévention contre la contamination des populations. Selon l'enquête SARA menée en 2015, seulement 51% des structures sanitaires (publiques et privées) disposent de l'eau potable. Sur le plan de l'assainissement, les systèmes individuels (fosses septiques, puisards, latrines) sont peu performants et sont sources

d'insalubrité.

Alors que le Gabon s'est engagé à accélérer le droit à l'eau potable et à l'assainissement, la COVID-19 fait peser de fortes contraintes sur l'atteinte des cibles de cet ODD. Lever ces contraintes nécessite de faire face à l'urbanisation anarchique et au fort exode rural. Il s'agit aussi de pallier les déficiences en matière de coordination intersectorielle, de capacité d'intervention, d'appropriation communautaire et de décentralisation des moyens d'intervention.

(ii) Capacité du système de santé

La couverture géographique du pays en formations sanitaires publiques est relativement bonne avec un système de surveillance pyramidal à trois niveaux : (i) les établissements primaires (dispensaires, centres de santé etc.), (ii) les établissements secondaires (directions régionales de santé, services spécialisés, centres hospitaliers régionaux) et (iii) les établissements tertiaires (services de diagnostic, programmes nationaux, instituts de recherche, 3 hôpitaux basés à Libreville). Ce système couvre l'ensemble des 10 Régions et 51 Départements Sanitaires. Il existe près de 700 structures de premier contact entre la population et le système de santé (dispensaires, infirmeries, cabinets de soin etc.) et 4 centres hospitaliers universitaires.

Le nombre de lits est estimé à environ 4.000 pour l'ensemble du système de santé, soit un ratio de 25 lits pour 10.000 habitants. Ces chiffres cachent des problèmes dans la majorité des structures du premier niveau de la pyramide sanitaire, notamment en respirateurs et centrales d'oxygène. De plus, La prise en charge des maladies non transmissibles, en particulier de l'hypertension artérielle, du diabète et des cancers, demeure insuffisante, notamment à l'intérieur du pays.

Le système de santé présente des lacunes importantes liées à :

- L'environnement (faiblesse du système d'information sanitaire, manque de coordination entre les acteurs, allocation budgétaire insuffisante pour la prévention, absence de directives etc.) ;
- L'offre de soins (faible accessibilité géographique, rupture fréquente dans la chaîne d'approvisionnement en médicaments, priorité accordée aux Centres Hospitaliers au détriment des Centres de Santé, nombre restreint des services etc.) ;
- La qualité des services (faible couverture vaccinale, niveau élevé des taux de mortalité maternelle et infantile, nutrition, VIH/SIDA, hygiène).

Au niveau du personnel, le nombre total d'agents est estimé à 12.000 personnes (95% employées dans le secteur public) avec un nombre de médecin de 0,5 pour 1.000 habitants ; il se situe dans la moyenne recommandée par l'OMS et sa répartition géographique correspond à celle de la population.

Concernant la gestion des crises sanitaires, le Gouvernement a adopté en 2012 un plan de national de préparation multi-risques. Pour faire face aux maladies à caractère épidémique, il a mis en place un Comité Interministériel de gestion des épidémies, une plateforme nationale de gestion des risques et de réduction des catastrophes et un Comité Opérationnel de Réponse aux Epidémies. Il a par ailleurs renforcé ses capacités techniques pour la détection des maladies à potentiel épidémique à travers plusieurs structures et institutions : (i) Institut d'Epidémiologie de Lutte contre les Endémies (IELE), (ii) Laboratoire d'analyse médicale et de microbiologie, des centres de recherches médicales (CIRMF et CERMEL).

Toutefois, on dénombre dans la ville de Libreville 14 unités de soins intensifs (USI) disponibles qui sont actuellement utilisées dans le cadre de la lutte contre la pandémie à un taux de 78% à la date du 4 juin 2020 (11 USI sur 14). Compte tenu du rythme élevé de progression de la maladie depuis le mois de mai 2020, la situation pourrait être tendue à Libreville qui concentre près de 70% des cas de contamination. Le renforcement récent (mi-juin 2020) du site « Riposte COVID-19 » avec une capacité additionnelle de 217 lits (dont 14 USI) devrait permettre de desserrer un peu la pression à Libreville.

Capacité d'accueil à la date du 4 juin 2020

	Localisation	Capacité	Lits Disponibles
HIA AKANDA	Site Hospitalier	53	7
	USI/Réanimation	6	3
CHU LIBREVILLE	Zone tampon	16	8
	Site Hospitalier	80	11
	USI/Réanimation	8	0
LAMBARENE	Site Hospitalier	16	0
FRANCEVILLE	Site Hospitalier	27	12
	Heliconia	40	26
PORT-GENTIL	Site Hospitalier	16	15
NGOUNIE	Site Hospitalier	17	17

Source : COPIL

Au-delà de la prise en charge des patients affectés par la COVID-19, le système doit continuer à assurer la gestion des autres maladies. Le paludisme demeure la première cause de consultation dans les centres de santé ainsi que les infections respiratoires aiguës, surtout chez les enfants de moins de 5 ans. Parmi les autres maladies transmissibles, la situation du VIH/SIDA et de la tuberculose est préoccupante avec une prévalence respective de 4,1% et 0,56%. La situation des maladies non transmissibles (hypertension artérielle, maladie cardiovasculaire, diabète, cancer etc.) devient de plus en plus préoccupante avec un taux de mortalité de 0,72% contre 0,61% pour les maladies transmissibles.

Certaines données encore incomplètes semblent montrer que la fréquentation des services essentiels de santé a baissé, notamment les services de vaccination (BCG : 535 enfants en avril 2020 contre 2939 en avril 2019, Rougeole : 341 enfants en avril 2020 contre 1798 en avril

2019), de santé maternelle et infantile, de lutte contre le VIH/SIDA, de paludisme et tuberculose. Des perturbations sont aussi notées dans la prise en charge de pathologies comme le diabète et l'hypertension artérielle.

A cette étape de l'analyse, le manque d'exhaustivité dans les données ne permet pas d'apprécier si l'attention accordée à la riposte à la COVID-19 a des conséquences sur la prise en charge des autres maladies. Cela pourrait être un programme d'études additionnelles sur les problématiques ci-après :

- L'impact de la COVID-19 sur le personnel de santé (cas de contamination ou peur de la contamination) ;
- Les éventuelles ré-allocations de ressources financières des programmes traditionnels de santé au profit de la lutte contre la COVID-19 et les conséquences à court et à moyen terme sur lesdits programmes ;
- Les conséquences de la COVID-19 sur la fréquentation des structures sanitaires et la prise en charge d'autres maladies (paludisme, VIH/SIDA, tuberculose, hypertension, diabète etc.) ;
- L'impact de la COVID-19 sur la mise en œuvre des programmes essentiels de santé tels que le Programme Elargi de Vaccination (report éventuel de campagnes de vaccination pour éviter les rassemblements publics), la fourniture des soins de santé primaire etc.) ;
- L'éventuelle crise de confiance de la population à l'égard des structures sanitaires par peur d'être contaminés en s'y rendant ;
- Les conséquences de cette crise de confiance sur les risques de non-prise en charge de pathologies graves pouvant conduire à des décès ou à des complications.

(iii) Absence d'alternative en matière d'offre d'éducation

Les défis du Gabon en matière d'éducation sont nombreux et portent sur l'accès limitée au préscolaire (nombre limitée de places, coûts élevé), un taux net scolarisation de 88,3% au primaire et de 54,5% au secondaire. Au niveau du supérieur, le nombre de boursiers a plus que doublé sans que l'enveloppe budgétaire ne suive le même rythme. Concernant la qualité, les insuffisances portent principalement le manque d'employabilité des sortants, la faible représentativité des filières scientifiques, la qualité des infrastructures, l'obsolescence du matériel pédagogique, la faible utilisation des Technologies de l'Information de Communication dans l'offre éducative et l'insuffisance du corps enseignant. A ces problèmes s'ajoutent le fort taux de déperdition le long des différents cycles de formation et les disparités de genre.

Depuis la fermeture des structures scolaires en mars 2020, le secteur de l'éducation est particulièrement affecté. Ces perturbations, qui touchent à la fois l'offre et la demande d'éducation, empêchent des milliers d'élèves et d'étudiants de suivre les cours. C'est aussi le

cas des personnels (enseignants, administration scolaire) qui se retrouvent en situation d'inactivité.

La seule option permettant de faire face à cette situation consiste à utiliser l'enseignement à distance ; ce qui suppose de disposer des pré-requis nécessaires à cette stratégie (digitalisation des cours, équipements informatiques pour les élèves et les enseignants, connectivité au haut débit ou à la télévision). Alors que dans les pays développés, cette solution était déjà expérimentée pour les élèves temporairement éloignés des salles de classes, sa mise en œuvre au Gabon n'est pas encore évidente du fait de l'absence de matériels didactiques numériques conformes aux programmes nationaux, du sous-équipement en matériels nécessaires à l'enseignement à distance (plates-formes d'apprentissage, installations Internet et connectivité, ordinateurs, tablettes...). A cela s'ajoute le manque de formation du personnel (enseignants, autres personnels éducatifs...) sur ces nouvelles technologies. En outre, le développement de l'enseignement à distance, du fait de la fracture numérique, creuse les inégalités au détriment des familles ne disposant de l'accès à l'internet, notamment pour les familles pauvres.

De manière plus générale, la COVID-19 a mis en lumière les défis du système éducatif dans l'ère numérique :

- L'autonomie des apprenants qui nécessite de cerner leur profil sur le plan cognitif et socio-affectif pour anticiper les éventuelles difficultés et mettre à disposition les ressources visant à les rendre plus autonomes et persévérants ;
- Le développement d'une pédagogie explicite pour définir des cibles d'apprentissage et la démarche y afférent tout en laissant à l'étudiant la possibilité de faire des choix et de contextualiser la démarche d'apprentissage, en fonction de ses intérêts, ses besoins et ses objectifs. La conséquence serait la formation des enseignants à la pédagogie inversée ;
- La conception collaborative du cours qui nécessite de mobiliser une diversité de compétences (tuteurs, professionnels pédagogiques, programmeurs, infographes, spécialistes du multimédia...) ;
- La médiatisation du cours en utilisant toutes les options qui s'offrent à l'enseignant tout en tenant compte des préoccupations d'ordre pédagogique.

Les conséquences de la COVID-19 sur le secteur de l'éducation a révélé que cet important service de base, malgré l'adhésion des autorités à l'enseignement à distance, demeure vulnérable. Ce qui nécessite l'adoption et la mise en œuvre de nouvelles stratégies adaptées pour atteindre tous les apprenants, y compris ceux n'ayant pas accès à l'électricité et ne disposant pas de connexion internet.

VII. Réponse gouvernementale sur le plan socio-économique

a. Mesures de réponse

D'autres mesures ont été prises en début avril 2020, en plus de celles portant sur la santé pour répondre à la situation économique et sociale difficile.

Sur le plan social, elles visent, pour une enveloppe globale de 25 milliards de francs CFA, en premier lieu les ménages économiquement faibles pour lesquels l'État a pris la décision de prendre en charge le règlement des factures d'électricité et d'eau, et d'accorder la gratuité des transports terrestres par les compagnies publiques. Les mesures portent aussi sur la mise en place d'un fonds d'aide pour soutenir le paiement des loyers et l'aide alimentaire. Enfin, pour les travailleurs du secteur privé, une allocation de chômage estimée à 50 à 70% du salaire brut est mise en place.

Sur le plan économique, les mesures portent sur : (i) la réduction de 50% des patentes de l'impôt synthétique libératoire pour les petits commerces et les entreprises de service ; (ii) la création d'un guichet de financement d'urgence de 225 milliards de Francs CFA pour répondre aux besoins de trésorerie des entreprises ; (iii) la mise en place d'un moratoire d'échéancier de dettes envers les banques pour les entreprises en cessation d'activités ; (iv) les remises d'impôt aux entreprises citoyennes pour préserver l'emploi ; (v) la défiscalisation de toutes primes exceptionnelles aux employés exerçant leurs activités durant la période de confinement.

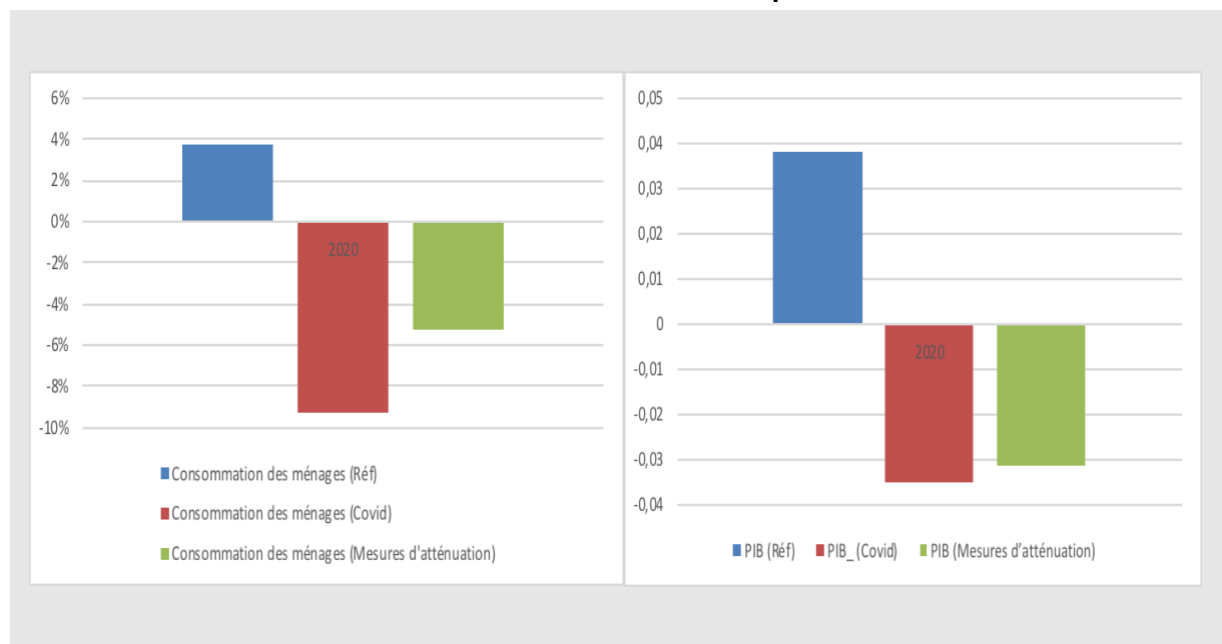
Ces mesures viennent compléter celles prises en fin mars 2020 par le Comité de politique monétaire de la Banque Centrale des États de l'Afrique Centrale (BEAC) pour (i) assouplir l'orientation de la politique monétaire en diminuant le taux directeur de 3,5 à 3,25% ; (ii) rétrécir le corridor de taux d'intérêt en abaissant le taux de la facilité de prêt marginal de 6 à 5% ; (iii) augmenter la provision de liquidité de 240 à 500 milliards de FCFA avec la possibilité d'augmenter le montant des injections si nécessaires ; (iv) élargir la gamme des instruments financiers privés acceptés en garantie des opérations de politique monétaire. La BEAC a également mis à la disposition de la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC) une ligne de financement de 90 milliards de FCFA pour financer des projets d'investissement public.

b. Effets d'atténuation

Pour mesurer la capacité d'atténuation de cette réponse, seules ont été prises en considération les mesures à caractère sociale (25 milliards de francs CFA au profit des ménages économiquement faibles) et celle relative à la création d'un guichet de financement d'urgence de 225 milliards de Francs CFA. Pour ne pas détériorer davantage le déficit des finances

publiques, le coût global de ces dépenses sera financé par une réduction équivalente des dépenses d'investissement public.

Effets des mesures d'atténuation pour 2020



Ces mesures d'atténuation ont permis d'amoindrir les effets négatifs de la COVID-19 sur le bien-être des ménages et sur la croissance économique :

- La baisse de la consommation des ménages estimée à 9.3% (Scénario COVID-19 sans mesures d'atténuation) par rapport à la situation de référence, passerait à 5.2 % (Scénario COVID-19 avec mesures d'atténuation) ;
- L'appui aux entreprises permet d'amoindrir le recul de la croissance qui passerait de - 3,4% (Scénario COVID-19 sans mesures d'atténuation) à -3,2% en 2020 (Scénario COVID-19 avec mesures d'atténuation), soit un gain de 0,2 point.

Il convient de relever que l'impact de ces mesures aurait été amoindri par son mode de financement, à savoir la baisse des investissements publics qui aurait un effet négatif sur la croissance, en particulier celle du secteur non pétrolier. Ce résultat traduit l'avantage de la compensation temporaire qui permet de limiter la casse au niveau des ménages économiquement faibles. Il témoigne de l'importance de la mise en œuvre de mesures ciblées pour accompagner les entreprises en manque de trésorerie pour financer des dépenses d'investissement et de fonctionnement.

Synthèse de l'enquête de juin 2020 sur les conditions de vie des ménages face à la COVID-19

Cette enquête téléphonique de la Direction Générale de la Statistique vise à interroger, une fois par mois entre juin et décembre 2020, un échantillon national de 1.630 ménages sur l'impact de la COVID-19 sur les conditions de vie.

Bien que la quasi-totalité des ménages (99,2%) connaissent l'existence de la COVID-19 par le canal des médias, 25% d'entre-eux ne sont pas informés des gestes barrières. Le lavage des mains et le port du masque sont mieux connus (plus de 50%). Concernant l'accès aux services, 3 ménages sur 4 ont eu accès aux soins médicaux ; par contre, les enfants de 46,7% des ménages n'ont participé à aucune activité éducative ou d'apprentissage pendant la fermeture des établissements scolaires.

Les pertes d'emplois, liées à l'arrêt d'activités et la réduction du temps de travail, se chiffrent à 104.000 au niveau national (46,1% de femmes et 53,8% des hommes). L'impact a été plus important en milieu urbain (Libreville et Port Gentil) et sur le commerce (30,4%), l'éducation (17,1%), les services des personnels (10,5%).

77,4% des ménages exploitant des entreprises familiales non agricoles ont enregistré une baisse de revenu. Concernant l'emploi salarié, 64,6% des ménages déclarent avoir enregistré une baisse de revenu (61,6% à Libreville, 77,3% à Port Gentil et 74,2% à Franceville). Par source de revenu, les baisses proviennent du salaire (16,7%), de l'activité agricole (15,9%), des entreprises familiales (9,7%) et des transferts internes (9,6%).

Concernant le bien-être des ménages, seulement 45% des ménages pensent que son niveau de vie s'améliorera au cours des 12 prochains mois. Cette espérance est plus forte à Franceville (54%) et dans le milieu rural (53%). Concernant les aides gouvernementales, les ménages ont plus bénéficié de la prise en charge des factures d'électricité (35,3%) et d'eau (11,8%), des denrées alimentaires (9%), des bons d'achat (4,9%), des transferts d'espèces (0,9%), de la gratuité du transport (0,7%) et du loyer (0,4%).

Près de 25% des ménages affirment toutefois ne pas être suffisamment assistés durant le confinement (retard et montant limité des aides), les obligeant (Libreville, Port-Gentil) à sortir pour aller travailler (près de 50%) ou acheter des aliments (près de 80%). L'enquête a révélé que 27% des ménages ont eu des difficultés de se procurer des produits essentiels (poisson, manioc, banane, médicaments etc.) à cause du manque de revenus, de l'augmentation des prix ou de l'indisponibilité. Il en ressort que 37,4% des ménages ont eu à passer au

VIII. Recommandations

a. Retour sur la trajectoire de développement du Gabon dans la perspective de l'agenda 2030 sur le développement durable

Après l'adoption en 2015 de l'Agenda 2030, le Gouvernement s'est engagé à réaliser les Objectifs de Développement Durable (ODD) dans le cadre du PSGE dont les actions y sont alignées à hauteur de 80%. La revue de la mise en œuvre des ODD réalisée en 2019, soit avant l'avènement de la COVID-19, a permis de faire un point complet sur les avancées, les contraintes et les défis à relever pour rester dans la trajectoire des objectifs fixés.

C'est ainsi que le rapport a relevé une trajectoire positive dans les différents domaines de l'environnement (consommation et production durable, changements climatiques, vie

aquatique, vie terrestre). C'est un peu moins le cas de la santé avec des avancées intéressantes dans divers domaines (santé de la mère, santé de l'enfant, couverture vaccinale...) ainsi de la protection sociale avec un soutien plus important aux gabonais économiquement faibles. C'est enfin le cas de l'accès à l'électricité, de l'alphabétisation et de l'égalité de genre même le taux d'emploi des femmes reste encore inférieur à celui des hommes.

Le rapport avait aussi relevé plusieurs domaines dans lesquelles des efforts plus importants devraient être engagés pour se positionner dans la trajectoire des objectifs fixés à l'horizon 2030. C'est le cas de l'éradication de la pauvreté et de la faim, de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, de la création d'emplois décents, de la réduction des inégalités, de l'industrialisation, de la mise en place des infrastructures de soutien à la diversification économique, de l'amélioration du cadre de vie urbain. C'est aussi le cas de l'éducation où des progrès importants restent à réaliser, en particulier dans le domaine de la scolarisation au primaire, du maintien des enfants à l'école et de l'employabilité. Le rapport avait enfin mentionné les dispositions pour prendre en charge les faiblesses dans les domaines de la gouvernance et du partenariat, en particulier la mobilisation et l'utilisation judicieuse des ressources internes.

b. Relance socio-économique

i) Rappel des priorités du Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies

Dans la perspective d'apporter une réponse collective et solidaire aux pays faisant face à la pandémie de la COVID-19, en particulier les pays en voie de développement, le Secrétaire Général des Nations Unies a publié un rapport « Responsabilité Partagée et Solidarité Globale » : Répondre aux impacts socio-économiques de la COVID-19 » pour sauver des vies, protéger les populations et reconstruire mieux.

Cinq piliers sont proposés cadre pour soutenir la réponse du Système de Développement des Nations Unies :

- Protéger les services et les systèmes de santé durant la crise sanitaire ;
- Protéger les populations via un meilleur accès à la protection sociale et aux services sociaux de base ;
- Engager une relance économique qui protège les petites et moyennes entreprises, les emplois et les travailleurs du secteur informel ;
- Calibrer la réponse macro-économique avec le soutien de la coopération internationale ;
- Renforcer la cohésion sociale et la résilience communautaire.

Ces cinq piliers prennent en compte la durabilité environnementale et l'équité de genre de manière à reconstruire mieux et être résilient à de futurs chocs conformément aux principes de l'Agenda 2030 sur le Développement Durable.

ii) Stratégie nationale de Relance Socio-économique et de Résilience

La COVID-19 fait partie des zoonoses (SARS, MERS, EBOLA, Grippe aviaire, grippe porcine, Zika etc.) dont la récurrence devient de plus en plus fréquente à cause de la déforestation rapide de ces dernières décennies et des interactions de plus en plus rapprochées entre l'homme et la faune sauvage. Par conséquent, le monde en général et le Gabon en particulier devront mieux se préparer aux futures pandémies (Cf. Travaux du Professeur M. Baylis de l'Université de Liverpool en Grande Bretagne).

La pandémie de la COVID-19 a révélé avec plus d'acuité les enjeux structurels profonds qui minent la résilience de l'économie gabonaise et dont l'absence de prise en charge pourrait ralentir les progrès, voire annihiler les gains déjà réalisés dans certains ODD. Par ailleurs, la COVID-19 pourrait être un facteur d'amplification des inégalités présentes plusieurs domaines (revenus, accès aux services sociaux de base et aux opportunités, géographie...).

Même si les conséquences de la crise actuelle seront douloureuses dans plusieurs domaines, elle décèle des opportunités qui appellent à l'action à travers un réexamen en profondeur du modèle économique et social et des modalités de sa mise en œuvre.

Trois grands axes d'orientations fondent la base des recommandations pour la stratégie de relance socio-économique du Gabon qui devrait toutefois être inscrite dans un temps long en la rattachant au PSGE dont les actions prioritaires (réformes, investissements, régulation etc.) devraient être revisités et adossés à une cadre de mise en œuvre opérationnel, y compris un financement soutenable identifié et sécurisé.

Une reconstruction plus solide et durable du capital humain

Les analyses du présent rapport d'évaluation d'impact ont révélé les contraintes qui pèsent sur la capacité de l'appareil sanitaire à répondre de manière efficace à la pandémie tout en continuant à assumer ses missions traditionnelles de lutte contre les pathologies fréquentes au Gabon. Ce qui constitue une menace sur le capital humain que la fermeture des écoles a accentué en freinant l'acquisition du savoir.

Ces différents éléments devraient pousser à une réflexion plus profonde sur la nécessité de rebâtir de manière plus solide les systèmes de fourniture des services sociaux de base, en particulier ceux permettant d'être prêts à affronter les prochaines crises sanitaires et de développer le capital humain nécessaire à la diversification économique.

Dans le domaine de la santé, le système devrait être re-calibrée pour faire face à trois exigences :

- Assurer une réponse sanitaire efficace et coordonnée pour arrêter la transmission de la maladie et renforcer les capacités de préparation à de futures pandémies. Dans cette perspective, il s'avèrerait important de renforcer la surveillance aux flambées épidémiques et de disposer d'un plan de contingence suffisamment financé, régulièrement mis à jour et testé.
- Engager, vu l'importance de la biodiversité gabonaise, une recherche endogène sur des traitements contre les zoonoses. En effet, la COVID-19 est le résultat de l'agression de la nature par l'homme ; l'utilisation judicieuse des ressources de cette nature pourrait aussi être l'une des solutions pour y remédier. Il s'agira donc de trouver dans la richesse de la biodiversité gabonaise les solutions de sa sécurité sanitaire.
- Assurer la continuité des services de prévention et de lutte contre les maladies non transmissibles dont l'ampleur grandit au Gabon (hypertension, diabète, maladies cardiovasculaires, cancer etc.) et des maladies endémiques (paludisme, VIH/SIDA, infections respiratoires aiguës etc.).
- Développer un plan d'investissement en faveur de l'accès universel à l'eau potable compte tenu de sa dimension vitale et de sa nécessité dans la prévention contre les zoonoses. En effet, les récentes crises sanitaires (EBOLA ; COVID...) ont montré le rôle que jouent le lavage des mains, l'hygiène et l'assainissement dans la prévention.

En ce qui concerne l'éducation, la COVID-19 a révélé la fragilité du secteur qui n'a pas su assurer la continuité des services du fait de l'absence d'une offre alternative. Y remédier devrait être l'occasion de passer à une autre étape :

- Via la préparation d'un plan à moyen terme de digitalisation du secteur éducatif afin de prévenir de futurs dysfonctionnements du même type, mais surtout préparer les apprenants et les enseignements au monde 4.0 de demain (voire d'aujourd'hui). Ce qui supposerait de numériser le matériel pédagogique, de former les enseignants et de mettre à niveau les équipements (connectivité, supports de formation, ordinateurs, tablettes, tableau numérique etc.).
- Au-delà de la continuité des services, cette remise à niveau du cadre stratégique de l'éducation serait utilisée à profit pour former les apprenants aux métiers d'aujourd'hui et de demain, leur apprendre à apprendre via les technologies de l'information, en somme développer leur employabilité avec des formations tout le long de la vie qui conduisent à l'emploi.

Une résilience économique

La transition vers l'économie verte n'a pas pris forme malgré la volonté du Gabon déclinée dans le PSGE. Le pays n'a pas su, à l'instar de la Norvège ou des Émirats Arabes Unies, recycler

le surplus tiré des revenus pétroliers pour créer d'autres moteurs de croissance et diversifier l'économie. Il n'a pas aussi réussi à atteindre les niveaux les plus élevés de transformation de ses matières premières pour créer plus de valeur et des emplois privés décents.

La réponse à ces deux questions est fondamentale pour le futur du pays et sa capacité à reconstruire durablement son capital humain et rendre plus complexes les produits à proposer aux gabonais et au reste du monde.

Il faut cependant être réaliste, le Gabon ne sera pas uniquement vert du jour au lendemain. C'est un pays minier (pétrole, manganèse, fer, or, terres rares, niobium, cuivre, zinc, uranium etc.) et il le restera pour les décennies à venir avec l'éclosion souhaitée d'une économie verte de plus en plus florissante. La question fondamentale à poser réside donc sur sa capacité à tirer profit, cette fois-ci, du surplus dégagé par l'exploitation de ces ressources minières et sa transformation en d'autres types de capital plus durable. Dans cette perspective, l'économie verte est pour le Gabon le cadre de cette transformation et diversification économique. Le pays dispose d'un important capital naturel (couvert forestier de 230.000 km² resté dans son état primaire, soit 89% de la superficie du pays) pouvant être source de développement durable sur le plan national et de lutte contre les changements climatiques sur le plan mondial.

Dans le domaine de l'économie verte, le Gabon dispose de plusieurs atouts :

- L'agriculture durable et la valorisation des ressources halieutiques pour aller un développement agro-industriel pouvant tirer profit de la Zone Economique Continentale de Libre Échange Africaine ;
- L'agro-foresterie (réalisation de tous les niveaux de transformation du bois, éco-construction dans l'optique de villes durables, reboisement...) ;
- L'éco-tourisme et l'économie des aires protégées ;
- L'énergie durable (hydroélectricité, valorisation des résidus de l'exploitation forestière, bio-carburant...) ;
- L'exploitation des produits forestiers non ligneux (cas de l'iboga pour les produits pharmaceutiques).

Les possibilités de concrétiser ces potentialités ont déjà fait l'objet d'une analyse approfondie (Cf. UNECA « Politiques d'économie verte inclusive et transformation structurelle au Gabon »).

Elles passent par l'utilisation des leviers ci-après :

- Améliorer la productivité pour créer plus de valeur en utilisant moins de ressources naturelles : cela passerait par une transformation plus poussée des ressources (agriculture, bois, énergie etc.) à l'instar de pays tels que la Malaisie qui, tout en disposant d'une même superficie de couvert forestier, tire de la transformation du bois (bois d'œuvre et ses multiples dérivés) un chiffre d'affaire cinq fois supérieur et une création d'emplois trente fois supérieure que le Gabon ;

- Inspirer confiance au secteur privé national et international afin qu'il investisse dans l'économie verte : cela passe par des engagements écologiques réalistes et vérifiables (bilan carbone) pour créer de la richesse dans les territoires tout en prenant en compte les préoccupations des populations locales (insertion dans des chaînes de valeur incisives, création d'emplois décents, mise en place d'infrastructures économiques et sociales conformes aux besoins locaux etc.).
- Développer de nouveaux produits/services dans les domaines de positionnement du Gabon pour répondre à des besoins en croissance actuellement.
- Placer sur la carte monde le Gabon comme fournisseur de premier plan de services éco-systémiques pour la planète et en faire sa « Marque ».

Ce qui sous-entend d'investir sur le capital humain et/ou d'aller chercher les ressources humaines ailleurs dans le court terme si les compétences locales manquent pour innover et rendre les produits gabonais plus complexes. Sur ce plan, l'attraction et la sélection de l'investissement direct étranger avec des savoirs-faire éprouvés ailleurs dans le monde seraient des leviers importants à prendre en considération.

Un système de gouvernance plus performant

La mise en œuvre de ces recommandations passe par un système de gouvernance plus performant soutenu par un contrat social rénové, une administration publique plus efficace, une utilisation judicieuse des ressources publiques dans la transparence et la reddition des comptes.

Le PSGE avait posé les bases de ce nouveau contrat social avec la mise sur pied d'une protection sociale en faveur des gabonais économiquement faibles. Cette dimension mériterait d'être renforcée en rendant autonome les populations bénéficiaires (meilleur accès aux services de base, renforcement des capacités productives, meilleur accès aux opportunités, promotion de l'entrepreneuriat...) de manière à réduire la dépendance vis-à-vis des transferts publics. Dans cette perspective, un accent particulier devrait être accordé à l'équité genre et des territoires via une décentralisation plus poussée.

La modernisation de l'administration passerait par (i) le renforcement de la capacité de planification stratégique et de mise en œuvre des réformes et des investissements publics, (ii) le leadership individuel et collectif à tous les niveaux, (iii) la culture du résultat, (iv) le dialogue inclusif avec l'ensemble des acteurs (secteur privé, société civile, partenaires au développement), (v) le renforcement de l'utilisation de l'e-gouvernance pour améliorer la productivité, la qualité et l'accessibilité des services publics, le travail collaboratif et une meilleure inter-action avec les populations (réseaux sociaux, Big-data...). Ce qui permettrait à l'Etat de jouer son rôle d'accompagnement dans la création de richesse et d'emplois décents et le développement d'une politique sociale active qui oriente le capital humain vers l'emploi.

Un financement soutenable

Aller dans cette direction requiert un mécanisme de financement public et privé soutenable :

- L'attraction de l'investissement privé serait centrale pour réussir cette démarche. Cela passerait par (i) un dialogue public-privé de qualité soutenu par des partenariats féconds et un environnement des affaires de classe internationale, (ii) la mise en place des infrastructures de soutien à cette économie verte (routes, pistes rurales, services logistiques etc.). Ce dialogue public-privé devrait avoir pour finalité d'allouer les ressources privées (capital et travail) dans ces domaines où le Gabon dispose d'avantages comparatifs.
- Dans le cadre du secteur public, l'équilibre des comptes publics est un impératif, mais il faudrait avoir une vision positive de l'ajustement budgétaire en mobilisant mieux les ressources internes et en faisant, contrairement au passé, de l'investissement public un levier pour une croissance verte et inclusive. Aussi, afin d'assurer une mise en œuvre continue sans toutefois dégrader la solvabilité budgétaire de l'Etat, une remise à plat des plans sectoriels et des dépenses publiques serait nécessaire pour mieux les aligner avec les priorités de l'économie verte, y compris le financement des infrastructures de soutien à la croissance.
- D'autres sources de financement seraient aussi à envisager pour accompagner cette transition vers l'économie verte :
 - C'est le cas de la valorisation des services éco-systémiques que la forêt gabonaise pourrait fournir dans la lutte contre les changements climatiques compte tenu de sa capacité de séquestration du carbone. La possibilité de mobilisation des ressources dans ce domaine est très intéressante. En atteste la convention de 150 millions de \$ signée avec le CAFI qui confirme la valeur inestimable que la forêt gabonaise revêt pour la planète. Ce capital naturel devrait être évalué afin que ses revenus servent de source de financement additionnel pour la transition vers l'économie verte.
 - C'est aussi le cas d'une meilleure utilisation du recyclage du surplus dégagé de l'exploitation des ressources minières (pétrole, manganèse, fer, or, terres rares, niobium, cuivre, zinc, uranium etc.) pour les transformer en d'autres types de capital plus durable.
 - C'est enfin le cas de l'exploitation de la finance climatique actuellement sous-exploitée par le Gabon. Des opportunités existent pour développer des mécanismes de financement innovants (financement privé d'impact, obligations vertes et bleus, marché carbone, financements structurés pour des projets verts etc.).

- Par ailleurs, le Gabon dépense chaque année près de 5% du PIB par an pour importer des biens alimentaires. Une partie importante de cet argent pourrait être utilisée à meilleur escient en finançant le développement de l'agriculture durable de produits vivriers. Ce qui permettrait, en outre, de créer de l'emploi, de réduire les pertes de réserves de change et d'assurer une meilleure intégration entre les villes et les campagnes.

Le projet conjoint « Cadre National Intégré de Financement de la transition vers l'économie verte », dont le financement de 1 million de \$ vient d'être approuvé par le « Joint SDG Fund », serait d'une grande utilité pour accompagner le Gabon dans le développement d'un plan de financement adapté de la transition vers l'économie verte.

Conclusion

La volonté du Gabon de s'engager en 2009 dans une transformation économique et sociale s'est heurtée en 2014 à la chute brutale des prix du pétrole. La crise sanitaire de la COVID-19 s'est déclenchée au moment où le Gabon avait restauré sa situation macro-économique en fin 2019 et envisageait une nouvelle dynamique. Le pays fait face cette crise sanitaire, et doit également gérer ses conséquences économiques et sociales. La spécificité de cette crise porte sur ses effets sur le prix du pétrole et le confinement qu'elle requiert.

Le présent rapport a essayé de mesurer l'impact socio-économique de cette pandémie via ses canaux de transmission (pétrole et confinement). Il s'est d'abord attelé à circonscrire la dimension de la COVID-19 au Gabon. Il a ensuite abordé la mesure de son impact économique et sociale (revenus, développement humain). Il met en exergue le fait que la COVID-19 amplifie les contraintes structurelles qui existaient avant son avènement.

Le rapport s'est aussi penché sur l'analyse des mesures de réponses engagées par le gouvernement pour atténuer les effets économiques et sociales de la crise sanitaire. Il en ressort le besoin de mener une analyse plus approfondie de chacune d'entre elles de manière à mieux cerner leur impact sur les emplois et les revenus des différentes catégories socio-professionnelles.

La dernière partie du rapport esquisse, après avoir rappelé les lignes directrices du rapport du Secrétaire Général des Nations Unies, quelques pistes de recommandations pouvant nourrir la réflexion sur la future stratégie de relance socio-économique du Gabon dont les axes pourraient s'articuler autour du triptyque « ODD – COVID – Financement du Développement Durable ».

A la lumière des leçons apprises des crises précédentes, le défi est de s'assurer d'un rebond économique robuste et soutenu post-COVID-19. Il s'agira, dans ce cadre, de renforcer la

résilience de l'économie gabonaise via des réformes visant une transformation économique plus poussée qui donnerait les moyens de renforcer progressivement et durablement la capacité de prévention et de gestion des crises tout en assurant la continuité des services sociaux essentiels de santé et d'éducation. Ce qui suppose l'amélioration de la gouvernance des réformes, y compris dans le domaine de l'allocation des ressources publiques et de l'attractivité des ressources privées pour accélérer la transition de l'économie « brune » vers l'économie « verte ». C'est la voie de passage obligée pour rendre l'économie gabonaise moins vulnérable à des futurs chocs, y compris celles découlant de crise sanitaire dont les occurrences pourraient s'accélérer dans les années à venir.